

Sénat de Belgique

Session ordinaire 2010-2011

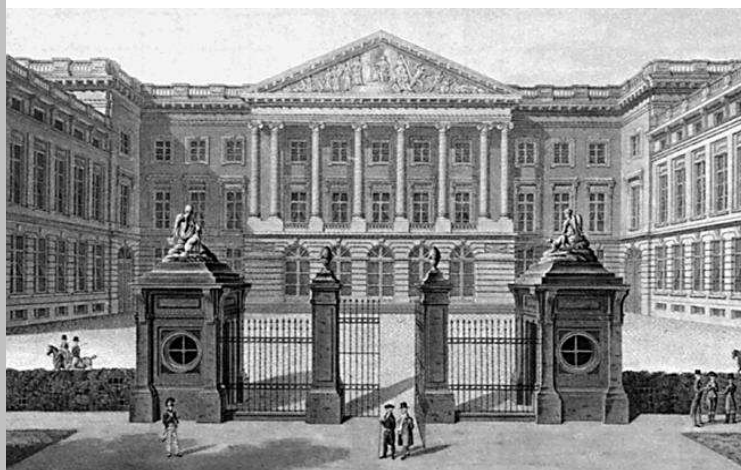
5-96COM

**Commission des Finances et des
Affaires économiques**

Mercredi 13 juillet 2011

Séance de l'après-midi

Annales



Handelingen

**Commissie voor de Financiën
en voor de Economische
Aangelegenheden**

Woensdag 13 juli 2011

Namiddagvergadering

5-96COM

Belgische Senaat
Gewone zitting 2010-2011

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire**Inhoudsopgave**

Demande d'explications de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles et au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «l'aide financière aux pays arabes en transition démocratique» (n° 5-1112).....	4
Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «la recommandation de la Commission européenne concernant la pression fiscale en Belgique et les pièges fiscaux à l'emploi» (n° 5-1076).....	8
Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «la recommandation de la Commission européenne concernant le secteur financier en Belgique» (n° 5-1079)	8
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «les contrôles de la taxe sur la valeur ajoutée» (n° 5-1114)	13
Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le sous-effectif des services de la taxe sur la valeur ajoutée» (n° 5-1115)	13
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «la mise à la disposition des données du SPF Finances dans le cadre de la simplification des procédures administratives et l'octroi automatique de certains droits» (n° 5-1149)	15
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État à la Mobilité sur «l'application du Code de la route aux vélos de transport et aux vélos à remorque» (n° 5-1013)	17
Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État à la Mobilité sur «la décision intervenue en matière d'assistance au sol à l'aéroport national» (n° 5-1089).....	18
Demande d'explications de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité sur «l'augmentation du nombre de cartes rouges au contrôle technique de véhicules» (n° 5-1162).....	21
Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État à la Mobilité sur «l'utilisation de plusieurs disques de stationnement» (n° 5-1167)	22
Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au secrétaire d'État à la Mobilité sur «la réhabilitation de la prime pour les installations au LPG agréées des véhicules» (n° 5-1171).....	23

Vraag om uitleg van mevrouw Marie Arena aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de financiële hulp aan de Arabische landen in een democratiseringsproces» (nr. 5-1112).....	4
Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de aanbeveling van de Europese Commissie inzake de fiscale druk in België en de fiscale werkloosheidsvallen» (nr. 5-1076)	8
Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de aanbeveling van de Europese Commissie inzake de financiële sector in België» (nr. 5-1079).....	8
Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de controles op de belasting over de toegevoegde waarde» (nr. 5-1114)	13
Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de onderbemannings van de diensten van de belasting over de toegevoegde waarde» (nr. 5-1115).....	13
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de ontsluiting van gegevens van de FOD Financiën in het kader van de vereenvoudiging van de administratieve procedures en de automatische toekenning van rechten» (nr. 5-1149)	15
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «de toepassing van het verkeersreglement op bakfietsen en fietskarren» (nr. 5-1013)	17
Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «het grondafhandelingsbesluit op de nationale luchthaven» (nr. 5-1089)	18
Vraag om uitleg van de heer François Bellot aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «de toename van het aantal rode kaarten bij de technische controle van voertuigen» (nr. 5-1162)	21
Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «het gebruik van meerdere parkeerschijven» (nr. 5-1167)	22
Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «het opnieuw invoeren van een premie voor erkende LPG-installaties voor voertuigen» (nr. 5-1171).....	23

Présidence de M. Frank Vandenbroucke*(La séance est ouverte à 16 h 30.)***Demande d'explications de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles et au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «l'aide financière aux pays arabes en transition démocratique» (n° 5-1112)**

Mme Marie Arena (PS). – À la suite des révolutions arabes, les chefs d'État et de gouvernement du G 8 (États-Unis, Russie, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada, Japon), récemment réunis à Deauville, ont décidé d'octroyer une aide financière aux pays arabes qui ont connu une révolution afin de soutenir le processus démocratique en cours. De nombreux chiffres circulent concernant le montant de cette aide. Il serait question d'un montant de 20 milliards de dollars dont 5 milliards de dollars provenant de la Banque européenne d'investissement (BEI). À cela devraient s'ajouter des engagements bilatéraux, dont celui de la France pour un milliard de dollars, et 10 milliards de dollars émanant des pays du Golfe. Le Fonds monétaire international, pour sa part, a déjà fait savoir qu'il envisageait jusqu'à 35 milliards de dollars de prêts aux pays concernés. En outre, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement qui a accompagné la transition des ex-pays communistes vers l'économie de marché, après la chute du Mur de Berlin, a également décidé de se tourner vers la Méditerranée. Près de trois milliards d'euros d'investissements annuels pourraient ainsi être consentis, un tiers de ce que la BERD dépense actuellement dans sa zone d'intervention actuelle à savoir environ trente pays.

Ces aides sont évidemment salutaires puisque, comme vous le savez, les révolutions arabes se sont traduites économiquement par d'importantes difficultés. Par exemple, les projets d'investissement en Égypte et en Tunisie ont chuté de 50% au cours des trois premiers mois de l'année. Par ailleurs, les spécialistes estiment que la stabilité sociale et politique ne sera assurée que si la région crée 50 à 75 millions d'emplois sur les dix années à venir. Cela dit, on peut s'interroger sur l'impact des fonds promis. En effet, la BEI a estimé que compte tenu de la situation actuelle, 300 milliards d'euros seront nécessaires pour les investissements en infrastructures de transport et énergétique à réaliser dans les neuf pays sud-méditerranéens d'ici à 2030.

Dès lors, confirmez-vous les aides précitées et leur montant ? Ont-elles pris la forme d'accords officiels au niveau du G 8 ?

D'après le G 8, il s'agit de soutenir la transition démocratique. Pouvez-vous préciser à quoi sont destinés ces fonds et quels sont les plans d'action prévus ?

Le FMI octroiera des aides à condition notamment que soit mis en place « un environnement favorable pour le secteur privé ». Pouvez-vous nous fournir des précisions quant à la manière dont cette demande sera mise en œuvre compte tenu

Voorzitter: de heer Frank Vandenbroucke*(De vergadering wordt geopend om 16.30 uur.)***Vraag om uitleg van mevrouw Marie Arena aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen en aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de financiële hulp aan de Arabische landen in een democratiseringsproces» (nr. 5-1112)**

Mevrouw Marie Arena (PS). – Na de Arabische revoluties hebben de staatshoofden en regeringsleiders van de G8 – de Verenigde Staten, Rusland, Duitsland, Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, Italië, Canada, Japan –, die onlangs in Deauville zijn samengekomen, beslist de Arabische landen die een revolutie hebben meegemaakt financiële steun te geven om het democratiseringsproces te ondersteunen. Over het bedrag van die steun worden verschillende cijfers genoemd. Er zou sprake zijn van 20 miljard dollar, waarvan 5 miljard dollar afkomstig is van de Europese Investeringsbank (EIB). Daar zouden nog bilaterale vastleggingen bijkomen, zoals die van Frankrijk voor een miljard dollar en 10 miljard dollar van de Golfstaten. Het Internationaal Monetair Fonds had al laten weten dat het de betrokken staten tot 35 miljard dollar leningen zou toekennen. Bovendien heeft ook de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling (EBRD), die na de val van de Berlijnse Muur de overgang van de voormalige communistische landen naar de markteconomie heeft begeleid, beslist zich op het Middellandse Zeegebied te richten. Zo zouden jaarlijkse investeringen voor ongeveer drie miljard euro kunnen worden toegezegd, een derde van wat de EBRD thans uitgeeft in de zowat dertig landen van haar huidige interventiezone.

Die steun is uiteraard nuttig aangezien de Arabische revolutie ernstige economische moeilijkheden heeft teweeggebracht. Zo zijn de investeringsprojecten in Egypte en Tunesië de drie eerste maanden van het jaar met 50% afgenomen. Bovendien menen specialisten dat de sociale en politieke stabiliteit maar kan worden gegarandeerd als de regio de komende tien jaar 50 tot 75 miljoen jobs creëert. Men kan zich ook vragen stellen over de impact van de beloofde gelden. De EIB meende immers dat, rekening houdend met de huidige situatie, 300 miljard euro nodig zal zijn voor de investeringen in de transport- en energie-infrastructuur die tegen 2030 moeten worden gerealiseerd in de negen landen ten zuiden van de Middellandse Zee.

Bevestigt u de genoemde steun en het bedrag ervan? Neemt die steun de vorm aan van officiële akkoorden op het niveau van de G8?

Volgens de G8 is de steun bedoeld voor het democratiseringsproces. Wat is de bestemming van dat geld en welke actieplannen werden in het vooruitzicht gesteld?

Het IMF zal steun geven op voorwaarde dat een voor de privésector gunstig klimaat wordt gecreëerd. Hoe zal aan die vraag worden voldaan, rekening houdend met het feit dat in

du fait qu'en Égypte et en Tunisie, de nombreuses entreprises gravitaient autour du pouvoir ? De nouvelles entreprises privées émergent-elles ?

Le mandat de la BERD se limite aux pays qui s'engagent à respecter les principes de la démocratie pluraliste. Or la BERD soutient des pays tels que la Biélorussie, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan, pour lesquels nous pouvons mettre en doute le respect des principes démocratiques. Est-ce un bon signal à donner aux pays qui ont fait la révolution ?

La BEI estime que les partenariats public-privé peuvent fournir une aide financière supplémentaire. En tant que premier organe de financement de partenariats public-privé en Europe, elle s'est associée à la création d'un « club PPP » regroupant quatre pays pilotes de la zone, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. La Jordanie et le Maroc ayant sévèrement réprimé les contestations dans leur pays, que pensez-vous de ce choix ?

La BERD se définit comme une institution multinationale créée dans l'objectif spécifique d'aider les pays concernés à passer à l'économie de marché. La Belgique étant l'un de ses soixante et un actionnaires, que comptez-vous revendiquer pour que la transition vers une économie de marché respecte les principes de solidarité, de travail décent et de développement durable et démocratique ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles. – La Belgique n'est pas membre du G 8 et n'est par conséquent pas liée par les engagements pris à l'occasion du Sommet de Deauville. Elle soutient néanmoins totalement le processus de transition démocratique entamé dans certains pays arabes et est favorable à une intervention accrue des institutions financières internationales dans les pays concernés. Il appartient cependant aux organes directeurs de chacune de ces institutions de prendre les décisions nécessaires.

Les chiffres de l'aide financière qui pourrait être accordée aux pays du « printemps arabe » sont corrects. Il ne s'agit toutefois que de chiffres bruts relatifs à des programmes pluriannuels. Depuis lors, la situation a évolué puisque l'Égypte a notifié au FMI qu'elle ne souhaitait pas recourir à ces prêts tout en étant intéressée par l'assistance technique et le dialogue politique qu'il fournit. Le FMI n'a dès lors pas d'effort particulier à consentir. La Banque mondiale, quant à elle, peut réaménager le programme d'activités prévu pour les pays concernés avant le « printemps arabe », en fonction des priorités qui seront fixées par les nouvelles autorités de ces pays.

Il est vrai que la BERD compte la Biélorussie, le Turkménistan et l'Ouzbékistan parmi ses pays d'opérations, mais les montants engagés sont très faibles et fluctuent selon les signaux envoyés par les autorités locales. Une volonté d'accélérer les réformes provoque une légère hausse des engagements et le manque de progrès provoque leur ralentissement. La banque a mis au point des stratégies nationales minimalistes privilégiant le dialogue de politique et ne finance que des projets de promoteurs privés. Les montants concernés sont marginaux et permettent à l'institution de rester fidèle à l'esprit de sa charte et de rester impliquée dans

Egypte en Tunisie tal van ondernemingen rond de macht cirkelden? Worden nieuwe ondernemingen opgericht?

Het mandaat van de EBRD is beperkt tot de landen die zich ertoe verbinden de beginselen van de pluralistische democratie te respecteren. De EBRD steunt evenwel landen als Wit-Rusland, Oezbekistan en Turkmenistan, landen waarover twijfel bestaat met betrekking tot het respect van de democratische beginselen. Is dat een goed signaal voor de landen waar een revolutie heeft plaatsgehad?

De EIB meent dat de publiek-private partnerschappen extra financiële steun kunnen geven. Als eerste financieringsinstelling van de publiek-private partnerschappen in Europa was ze betrokken bij de oprichting van een 'PPP-club' die bestaat uit vier landen van de projectzone, namelijk Egypte, Jordanië, Marokko en Tunesië. Wat denkt u over die keuze, wetende dat Jordanië en Marokko de protestbewegingen in hun land zwaar hebben onderdrukt?

De EBRD omschrijft zichzelf als een multinationale instelling die specifiek is opgericht om de betrokken landen te helpen bij hun overgang naar de markteconomie. Aangezien België één van de eenenzestig aandeelhouders is van die bank, zou ik willen weten welke eisen u zult stellen opdat bij de overgang naar een markteconomie de beginselen inzake solidariteit, degelijk werk en duurzame en democratische ontwikkeling worden gerespecteerd.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen. – België is geen lid van de G8 en is dus niet gebonden door de verbintenissen die op de Top van Deauville zijn aangegaan. Ons land steunt evenwel ten volle het democratiseringsproces dat in bepaalde Arabische landen is aangevat, en is voorstander van een belangrijke interventie van de internationale financiële instellingen in de betrokken landen. Het komt de bestuursorganen van deze instellingen evenwel toe de nodige beslissingen te nemen.

De bedragen van de financiële steun die aan de landen van de Arabische Lente zouden kunnen worden toegekend, zijn correct. Het zijn echter brutobedragen die betrekking hebben op meerjarenprogramma's. De situatie is intussen geëvolueerd, Egypte heeft het IMF laten weten dat het geen beroep wenst te doen op die leningen, maar geïnteresseerd is in de technische bijstand en de politieke dialoog die deze instelling biedt. Het IMF moet dan ook geen bijzondere inspanning doen. De Wereldbank kan het activiteitenprogramma dat voor de betrokken landen was opgesteld vóór de Arabische Lente aanpassen aan de prioriteiten die door de nieuwe autoriteiten van die landen worden gesteld.

Wit-Rusland, Turkmenistan en Oezbekistan maken inderdaad deel uit van de operatielanden van de EBRD, maar het gaat om zeer kleine bedragen die variëren naargelang van de signalen van de plaatselijke autoriteiten. Bereidheid om de hervormingen te bespoedigen, geeft aanleiding tot een lichte verhoging van de vastleggingen, maar indien er geen vooruitgang is, worden ze vertraagd. De bank heeft minimalistische nationale strategieën uitgewerkt, waarbij de politieke dialoog wordt bevorderd en alleen projecten van privépromotoren worden gefinancierd. De betrokken

le pays pour être prête à lancer des opérations de plus grande envergure dès que la situation le permettra.

S'agissant d'émettre des revendications au sein de la BERD sur la solidarité, le travail décent et le développement durable, je précise que le développement durable fait partie intégrante du mandat de la BERD, ce qui n'est pas le cas de la solidarité et du travail décent. La banque finance, dans les pays d'opérations, des projets ayant valeur d'exemple pour autant que ces pays s'engagent à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour instaurer la démocratie, l'État de droit et l'économie de marché.

S'agissant de la solidarité, le concept de croissance inclusive développé par les institutions financières internationales vise à mettre en œuvre des politiques à même de faire en sorte que la croissance bénéficie au plus grand nombre. Il leur est néanmoins difficile de se substituer aux autorités politiques locales dont dépend la mise en œuvre des politiques de solidarité.

Dans son rapport aux ministres des Finances de l'Union européenne et des pays partenaires, la BEI considère que vingt millions d'emplois devront être créés dans les dix prochaines années pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail et endiguer le chômage. Pour relever ce défi, la croissance devra être supérieure à 6% par an en termes réels, d'où l'importance d'investir massivement dans la région. Le chiffre de 300 milliards d'euros à investir en vingt ans d'ici 2030 dans les infrastructures n'est donc pas exagéré. Cela ne représente que 15 milliards d'euros par an pour toute la région. Le montant est d'autant plus susceptible d'être atteint que de nombreux bailleurs de fonds spécialisés dans les infrastructures sont actifs dans la région. Il n'en reste pas moins vrai qu'il convient d'éviter que les bailleurs de fonds traditionnels cofinancent la majeure partie des projets et que cela induise un effet d'éviction du secteur privé.

La BEI travaille en coopération étroite avec les secteurs bancaires. Ses ressources sont complémentaires et non un substitut aux financements provenant du secteur privé. Le partenariat public-privé est un outil indispensable pour atteindre cet objectif dès lors que les bailleurs de fonds traditionnels doivent répartir leurs engagements sur l'ensemble de l'économie, notamment la création d'entreprises, l'éducation, la santé, l'environnement (dépollution de la Méditerranée), la rénovation urbaine, la lutte contre le changement climatique (plan solaire méditerranéen), l'intégration régionale et la bonne gouvernance.

Le choix des pays pilotes par la BEI est basé sur la taille des économies des pays partenaires méditerranéens. Étant donné que l'Algérie n'emprunte pas, seuls l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et la Jordanie ont une économie d'une taille suffisante et des institutions d'un niveau de qualité suffisant pour envisager de telles opérations dans le montage financier, la taille de l'investissement et le succès du projet. Par ailleurs, l'octroi de financements par la BEI suppose qu'une série de critères d'éligibilité soient rencontrés portant à la fois sur les aspects économiques, environnementaux et sociaux des projets. Créer les conditions d'une croissance durable et soutenable renforcera et stabilisera le processus démocratique en cours. Par ailleurs, l'actionnariat de la BEI est composé de l'ensemble des États membres, ce qui permet un contrôle des

bedragen zijn marginaal, zodat de instelling trouw blijft aan de geest van haar handvest, maar in de betrokken landen toch operaties kan starten zodra de situatie dat mogelijk maakt.

Wat de eisen ten opzichte van de EBRD betreft, kan ik u melden dat duurzame ontwikkeling integraal deel uitmaakt van het mandaat van de EBRD, wat niet het geval is voor solidariteit en degelijk werk. De bank financiert in de operatielanden projecten die een voorbeeldfunctie hebben, voor zover die landen zich ertoe verbinden de nodige hervormingen te realiseren om de democratie, de rechtsstaat en de markteconomie in te voeren.

Wat de solidariteit betreft, beoogt het inclusieve groeiconcept van de internationale financiële instellingen het invoeren van een beleid dat ervoor zorgt dat de groei een zo groot mogelijke groep ten goede komt. Ze kunnen echter moeilijk in de plaats treden van de plaatselijke politieke autoriteiten, die een solidair beleid moeten uitwerken.

In haar rapport aan de ministers van Financiën van de Europese Unie en de partnerlanden is de EIB van oordeel dat de komende tien jaar twintig miljoen jobs moeten worden gecreëerd om de nieuwkomers op de arbeidsmarkt te kunnen absorberen en de werkloosheid in te dijken. Om die uitdaging aan te gaan, moet er een groei zijn van meer dan 6% per jaar in reële termen, vandaar het belang van massale investeringen in de regio. Het is dus niet overdreven te stellen dat tegen 2030 300 miljard euro moet worden geïnvesteerd in de infrastructuur. Dat is slechts 15 miljard euro per jaar voor de hele regio. Dat bedrag zal zeker kunnen worden bereikt, temeer daar tal van geldschietters van fondsen die gespecialiseerd zijn in infrastructuur actief zijn in de regio. Toch moet worden vermeden dat de traditionele geldschietters het grootste gedeelte van de projecten cofinancieren en dat zulks de privésector zou kunnen verdrijven.

De EIB werkt nauw samen met de banksector. Haar middelen zijn extra middelen, geen vervanging van de financiering door de privésector. Het publiek-private partnerschap is een onmisbaar instrument om die doelstelling te bereiken, temeer daar de traditionele geldschietters hun vastleggingen moeten verdelen over de volledige economie, namelijk de oprichting van ondernemingen, de bestrijding van milieuverontreiniging, onder meer in het Middellandse Zeegebied, de stadsvernieuwing, de strijd tegen de klimaatverandering (het plan solaire méditerranéen), de regionale integratie en goed bestuur.

De keuze van de voortrekkerlanden door de EIB steunt op de omvang van de economieën van de mediterrane partnerlanden. Aangezien Algerije niet leent, hebben alleen Egypte, Marokko, Tunesië en Jordanië een voldoende grote economie en instellingen van een voldoende goede kwaliteit om dergelijke operaties te overwegen in de financiële constructie, de omvang van de investering en het welslagen van het project. Voor de financiering door de EIB moet aan een aantal subsidievoorwaarden worden voldaan met betrekking tot de economische, sociale en milieuaspecten van de projecten. Het creëren van de voorwaarden voor een duurzame en verdedigbare groei zal het lopende democratiseringsproces versterken en stabiliseren. Het aandeelhouderschap van de EIB bestaat overigens uit alle lidstaten, wat een controle mogelijk maakt op de

décisions d'investissement de la BEI.

Enfin, la BEI adaptera sa politique de financement en fonction de toutes nouvelles décisions prises par le Conseil européen pour les pays concernés.

Nous avons d'ailleurs tenu hier, à l'issue du Conseil Ecofin, une réunion avec les pays partenaires de la FEMIP.

Il faudra voir quelle sera l'évolution démocratique dans ces différents États et pas seulement dans les pays qui ont connu un « printemps arabe ». Le calendrier électoral sera un élément important, que ce soit en Tunisie ou en Égypte. Nous en tiendrons compte. Cependant, le plus important – nous en avons discuté hier avec le président de la BEI – c'est que des projets concrets, notamment sous forme d'investissements en infrastructures, voient le jour. Notre principale préoccupation est de tenter d'apporter une réponse en matière d'emploi pour les jeunes générations car l'insatisfaction est immense en la matière. Si des projets concrets ne démarrent pas sur le terrain, il sera impossible de répondre à l'attente de ces jeunes générations. Il s'agit d'un des éléments dont nous tenons compte pour calibrer le rythme de nos interventions. Il est vrai que nous devons aussi suivre attentivement le processus démocratique. En Tunisie, l'échéance électorale a été reportée et, en Égypte, quelques questions se posent, notamment au sujet de la volonté de l'armée de continuer à jouer un rôle important à l'avenir.

Mme Marie Arena (PS). – Je remercie le ministre pour sa réponse. Je suis assez heureuse d'entendre qu'une évaluation du processus démocratique dans des pays tels que l'Ouzbékistan, le Turkménistan ou la Biélorussie est prévue, ainsi que des mécanismes d'adaptation en fonction des progrès réalisés.

J'apprécie aussi que le ministre prenne en considération le développement social durable dans ces pays, qu'il s'agisse de la Tunisie, de l'Égypte, de l'Algérie ou du Maroc, qui peuvent également être considérés comme des pays en mutation. Les investissements doivent être assortis d'une garantie de retour vers les populations. L'exemple de la Tunisie montre que le développement économique à lui seul n'est pas suffisant à cet égard. Une attention particulière à cette dimension, singulièrement en ce qui concerne l'emploi des jeunes, me semble requise pour accompagner au mieux ces démocraties.

investeringsbeslissingen van de EIB.

De EIB zal haar financieringsbeleid aanpassen aan alle nieuwe beslissingen die door de Europese Raad genomen worden voor de betrokken landen.

Na de Ecofinraad van gisteren hebben we overigens een vergadering gehouden met de partnerlanden van de FEMIP.

We zullen moeten zien wat de democratische evolutie is in deze verschillende staten en niet alleen in de landen die een Arabische Lente hebben meegemaakt. De kieskalender zal een belangrijk element zijn, ongeacht of het over Tunesië of over Egypte gaat. We zullen daarmee rekening houden. Het belangrijkste is evenwel dat concrete projecten tot stand komen, vooral in de vorm van investeringen in infrastructuur. We hebben daar gisteren met de voorzitter van de EIB over gesproken. Onze belangrijkste bekommernis bestaat erin te proberen de jongere generatie een antwoord te bieden inzake werkgelegenheid, want daarover bestaat een enorme ontevredenheid. Als op het terrein geen concrete projecten worden opgestart, zullen de verwachtingen van deze jonge generaties niet kunnen worden ingelost. Dat is één van de elementen waarmee we rekening moeten houden om het ritme van onze interventies te plannen. We moeten ook aandachtig het democratiseringsproces volgen. In Tunesië werden de verkiezingen uitgesteld en in Egypte rijzen een aantal problemen, vooral met betrekking tot de wil van het leger om in de toekomst een belangrijke rol te blijven spelen.

Mevrouw Marie Arena (PS). – Ik dank de minister voor zijn antwoord. Het verheugt mij te vernemen dat een evaluatie van het democratiseringsproces in landen als Oezbekistan, Turkmenistan en Wit-Rusland in het vooruitzicht wordt gesteld, alsook mechanismen om de steun aan te passen aan de vooruitgang.

Ik ben ook blij dat de minister rekening houdt met de duurzame sociale ontwikkeling in landen als Tunesië, Egypte, Algerije en Marokko, die ook worden beschouwd als landen die op een keerpunt staan. De investeringen moeten gepaard gaan met een garantie dat ze de bevolking ten goede zullen komen. Het voorbeeld van Tunesië toont aan dat de economische ontwikkeling alleen daarvoor niet voldoende is. Volgens mij moet een bijzondere aandacht gaan naar dat aspect, vooral de tewerkstelling van de jongeren, zodat deze democratieën zo goed mogelijk worden begeleid.

Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «la recommandation de la Commission européenne concernant la pression fiscale en Belgique et les pièges fiscaux à l'emploi» (n° 5-1076)

Demande d'explications de M. Peter Van Rompuy au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «la recommandation de la Commission européenne concernant le secteur financier en Belgique» (n° 5-1079)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

M. Peter Van Rompuy (CD&V). – *J'aimerais connaître la réaction du ministre aux recommandations de la Commission européenne, pour ce qui concerne ses compétences.*

Le « Six-Pack » n'est toujours pas une réalité et la mise en œuvre des recommandations ne se fait pas de manière aussi stricte qu'espéré. Malheureusement, les marchés financiers sont là pour nous rappeler nos responsabilités.

Le ministre peut-il me dire quelles mesures concrètes il prendra à court terme pour donner suite aux recommandations de la Commission européenne, laquelle est en fait l'agence de notation la plus crédible ?

Quant à la pression fiscale, que pense le ministre de la récente étude de la Banque nationale et du Bureau fédéral du plan sur la réduction des charges salariales, présentée le 27 avril 2011 ?

Quant au secteur financier, le ministre juge-t-il opportun d'adopter en Belgique une réglementation relative au « testament financier » ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles. – *En réponse à votre première question, je dirai qu'en comparaison avec les autres pays européens, la Belgique reste caractérisée par une pression fiscale et sociale globale relativement élevée.*

Dans les années 2000, la politique s'est efforcée de réduire la pression fiscale : démantèlement de la contribution complémentaire de crise, rétablissement de la pleine indexation des barèmes fiscaux, réforme de l'impôt des personnes physiques, élargissement des réductions de cotisations sociales à charge des employeurs.

Toutes ces mesures ont permis une diminution de la pression fiscale sur les revenus du travail. Dans le récent rapport Taxation Trends in the European Union, la Commission européenne indique que la mesure macroéconomique de

Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de aanbeveling van de Europese Commissie inzake de fiscale druk in België en de fiscale werkloosheidsvallen» (nr. 5-1076)

Vraag om uitleg van de heer Peter Van Rompuy aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de aanbeveling van de Europese Commissie inzake de financiële sector in België» (nr. 5-1079)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

De heer Peter Van Rompuy (CD&V). – Met deze twee vragen wil ik graag vernemen hoe de minister, wat zijn bevoegdheden betreft, reageert op de aanbevelingen van de Europese Commissie.

Ik weet dat de zogenaamde Six-Pack nog altijd geen realiteit is en dat de opvolging van de aanbevelingen minder streng verloopt dan velen gehoopt hadden. Jammer genoeg zijn de financiële markten er ook nog om ons op onze verantwoordelijkheid te wijzen.

Voor beide vragen wil ik van de minister vernemen welke concrete maatregelen hij op korte termijn zal nemen om tegemoet te komen aan de aanbevelingen van de Europese Commissie, die in feite het meeste geloofwaardige ratingbureau is?

Wat betreft de fiscale druk vernam ik graag van de minister wat hij denkt van de recente studie van de Nationale Bank en het Federaal Planbureau van 27 april 2011 inzake een loonlastenverlaging.

Wat betreft de financiële sector vernam ik graag of de minister het opportuun acht om in België een regelgeving te implementeren inzake het zogenaamde 'financieel testament'?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen. – Wat de eerste vraag betreft, blijft België in vergelijking met andere Europese landen een land dat gekenmerkt wordt door een relatief hoge globale fiscale en parafiscale druk.

In de jaren 2000 beoogde het beleid niettemin een verlaging van de belastingdruk. Bij de start van het decennium kwam de afbouw van de aanvullende crisisbijdrage bovenop het herstel van de volledige indexering van de belastingschalen. Daarna volgden zowel de hervorming van de personenbelasting, die stapsgewijs werd uitgevoerd in de periode 2002- 2006, als de verruiming van de bijdrageverminderingen voor sociale bijdragen ten laste van de werkgevers.

Samen resulteerden die maatregelen in een daling van de belastingdruk op arbeid. In het recente rapport *Taxation*

l'imposition des revenus du travail, à savoir le taux implicite, est ainsi retombée de 43,6% en 2000 à 41,5% en 2009.

Cet indicateur ne donne toutefois qu'une image incomplète des efforts fournis par le précédent gouvernement puisqu'il ne tient pas compte des dispenses de versement du précompte professionnel. Dans les comptes nationaux, ces dispenses sont en effet considérées comme des subventions et non comme des réductions de cotisations. De plus, l'utilisation de cet instrument a été considérablement étendue ces dernières années. Une dispense générale de 1% s'applique actuellement à l'ensemble du secteur privé. La part exonérée du précompte professionnel pour travail de nuit et en équipes a été élargie, de même que les mesures en faveur du travail supplémentaire et les dispenses pour les chercheurs. Selon les estimations du service d'étude de mon département, qui applique une méthodologie proche de celle de la Commission européenne, la prise en considération de ces subventions salariales ramènerait en dessous de 40% la mesure macroéconomique de l'imposition des revenus du travail.

Par ailleurs, l'OCDE vient de publier d'autres indicateurs qui ne font apparaître, pour les dernières années, pratiquement aucune baisse de la pression fiscale sur le travail. L'indicateur de l'OCDE est calculé pour un niveau salarial moyen et sur la base des taux normaux et des déductions fiscales accordées automatiquement, comme les frais professionnels forfaitaires et les quotités exonérées d'impôt. Il ne tient donc pas compte, ou à peine, de l'impact des différentes dispenses de versement du précompte professionnel, ni de l'impact des réductions de cotisations sociales et d'impôt en faveur des bas revenus. Il ne reflète donc que très partiellement l'incidence de la politique menée.

En outre, la pression fiscale globale a baissé de 1,5 point de PIB entre 2005 et 2009.

L'étude commune du Bureau du plan et de la Banque nationale confirme les effets positifs de la réduction des cotisations sociales sur l'emploi. Les résultats sont fort semblables aux conclusions d'études antérieures réalisées par ces deux institutions et confirment donc le bien-fondé de la politique menée.

L'étude se penche également sur les différents modes de financement d'une telle intervention et donc sur l'exécution d'un réaménagement de la fiscalité au profit du travail, compte tenu des possibilités budgétaires étroites. À ce titre, l'étude est particulièrement instructive. Elle confirme là aussi les conclusions de précédentes études. Toutes montrent clairement qu'un glissement vers les impôts indirects a des répercussions négatives si son effet sur l'indice des prix n'est pas neutralisé.

Les effets prix de second tour sont particulièrement négatifs. En vue de la préservation de la compétitivité des entreprises, il s'indiquerait donc d'opter soit pour une neutralisation de l'impact d'un relèvement de la TVA sur l'indice des prix, soit pour un relèvement des accises qui ne se répercute pas sur l'indice santé. Il faut par ailleurs tenir compte d'autres considérations qui n'apparaissent pas dans le modèle macroéconomique, en particulier de l'incidence sur la distribution des revenus.

Il me semble qu'en ce qui concerne le financement des réductions de cotisations par une hausse de l'impôt sur

Trends in the European Union, geeft de Europese Commissie aan dat de macro-economische maatstaf voor de belasting op arbeidsinkomsten, het impliciete tarief, op die manier daalde van 43,6% in 2000 tot 41,5% in 2009.

Toch levert dit slechts een onvolledig beeld van de inspanningen die de vorige regering heeft geleverd, aangezien deze maatstaf geen rekening houdt met de vrijstellingen van doorstorting van bedrijfsvoorheffing. Deze vrijstellingen worden in de nationale rekeningen immers aangezien als subsidies en niet als bijdrageverminderingen. Bovendien werd het gebruik van dit instrument de voorbije jaren aanzienlijk uitgebreid. Er geldt momenteel een algemene vrijstelling, ter waarde van 1%, voor de hele privésector. Het vrijgestelde gedeelte voor nacht- en ploegenarbeid werd uitgebreid, evenals de maatregelen ten gunste van overwerk en de vrijstellingen voor onderzoekers. Volgens de berekeningen van de studiedienst van mijn departement en op basis van een methodologie die nauw aanleunt bij die gebruikt door de Europese Commissie, zou het in aanmerking nemen van deze loonsubsidies de macro-economische maatstaf voor de belasting op arbeidsinkomsten onder de 40% terugdringen.

Anderzijds publiceerde de OESO recentelijk andere indicatoren die voor de jongste jaren zo goed als geen daling van de belastingdruk op arbeid aangeven. De OESO-indicator wordt berekend voor een gemiddeld loonniveau en op basis van de nominale tarieven en de automatisch toegekende belastingaftrekken, zoals de forfaitaire beroepskosten en de belastingvrije schijf. Er wordt dus nauwelijks of geen rekening gehouden met de impact van de diverse vrijstellingen van doorstorting van de bedrijfsvoorheffing, evenmin als met de impact van de verminderingen voor sociale bijdragen en belastingen ten voordele van de lage inkomens. Bijgevolg weerspiegelt de OESO-indicator slechts in beperkte mate de impact van het gevoerde beleid.

Daarnaast daalde de globale belastingdruk tussen 2005 en 2009 met 1,5 procentpunt ten opzichte van het bbp.

De recente studie die gezamenlijk werd uitgevoerd door het Federaal Planbureau en de Nationale Bank bevestigt de gunstige gevolgen op de werkgelegenheid van verlaagde sociale bijdragen. De resultaten gelijken sterk op de conclusies van vroegere onderzoeken uitgevoerd door beide instellingen en bevestigen bijgevolg de logica van het gevoerde beleid.

De studie buigt zich daarnaast over de verschillende financieringswijzen van een dergelijke ingreep en bijgevolg over de uitvoering van een belastingherschikking ten voordele van arbeid, rekening houdend met de beperkte budgettaire mogelijkheden. Vanuit dit oogpunt is de studie bijzonder leerrijk. Hier ook worden de besluiten van eerdere onderzoeken bevestigd. Zo maken deze studies duidelijk dat een verschuiving naar de indirecte belastingen een ongunstige weerslag heeft indien de impact op de prijzenindex niet geneutraliseerd wordt.

De *second round*-gevolgen op het prijsniveau zijn bijzonder negatief. Vanuit het oogpunt van de bescherming van de concurrentiekracht van de ondernemingen zou het dus aan te bevelen zijn om te opteren hetzij voor een neutralisering van de impact van een btw-verhoging op de prijzenindex, hetzij voor een accijnsverhoging die geen invloed heeft op de

l'épargne ou sur le bénéfice des entreprises, les conclusions du rapport puissent être mises sérieusement en doute. Comme les auteurs le soulignent, leurs modèles n'intègrent pas l'impact que de telles mesures peuvent avoir sur la localisation des entreprises et, subsidiairement, des placements.

Pour ce qui est des pièges à l'emploi, le gouvernement a pris diverses mesures ces dernières années afin de rendre le travail plus attractif pour ceux qui se trouvent au bas de l'échelle salariale : bonus à l'emploi, relèvement ciblé de la quotité exonérée d'impôt. De telles mesures ont l'avantage d'améliorer à la fois le taux d'emploi et la distribution des revenus. Elles ne butent donc pas sur le conflit entre croissance et répartition puisqu'elles favorisent l'une et l'autre. La question du renforcement de ces mesures doit aussi être traitée dans le cadre de la formation du prochain gouvernement fédéral ou de la préparation du budget de 2012 par le gouvernement actuel.

Comme le formateur, Elio Di Rupo, l'écrit dans sa note, un véritable problème se pose pour la répartition des recettes et des dépenses. Au niveau européen, une dispense de précompte professionnel est ainsi considérée comme une dépense primaire mais elle peut aussi être considérée comme une augmentation d'impôt. La note du formateur prévoit une suppression de la déductibilité des titres services. Selon le raisonnement européen, cette mesure peut être considérée comme une mesure affectant les dépenses mais, pour la population, elle équivaut à une augmentation d'impôt.

Après le soutien que l'État a apporté au secteur financier pendant la crise, la Commission européenne a exigé une restructuration en profondeur du secteur bancaire. L'objectif des plans de restructuration est de réduire la taille des banques et les risques qu'elles prennent. D'une manière générale, la Commission européenne exige que les groupes belges qui ont reçu une aide de l'État prennent moins de risques dans les activités qui ne sont pas stratégiques, sur les marchés non-core.

Le processus de restructuration du secteur bancaire se poursuit en Belgique. Dernièrement, la Banque nationale de Belgique a indiqué, dans sa Financial Stability Review, que des progrès ont été réalisés dans l'exécution des programmes de restructuration des banques belges, réduisant ainsi le profil de risques et la dépendance vis-à-vis du marché interbancaire à court terme et renforçant la solvabilité.

L'augmentation du ratio de Tier 1 de 13,2% à 15,5% montre que cette consolidation est le résultat, d'une part, de la faiblesse du ratio de distribution du profit généré, qui s'est établi en 2010 à 5,6 milliards après une perte de 1,2 milliard en 2009, et, d'autre part, du processus de deleveraging et de réduction du risque associé. La taille du bilan des banques belges s'est ainsi réduite de 40% depuis 2007. La réduction de provisions sur les nouveaux prêts, dans un contexte économique porteur, a également contribué au renforcement de la position de solvabilité et de profitabilité.

Parallèlement à ces plans de restructuration, de nombreuses mesures législatives ont été prises récemment en vue de renforcer la stabilité financière et de réduire les risques pris par les institutions financières.

Ainsi, une réforme profonde a été décidée en Belgique avec la

gezondheidsindex. Er dient daarnaast ook rekening gehouden te worden met andere overwegingen die niet opgenomen worden in het macro-economische model. Dit geldt in het bijzonder voor de invloed op de inkomensverdeling.

Het lijkt mij dat de conclusies van het rapport op het vlak van de financiering van de bijdrageverminderingen door een verhoging van de belasting op het sparen of op de winst van de ondernemingen, sterk in twijfel kunnen worden getrokken. Zoals de auteurs onderlijnen, integreren hun modellen niet de impact die dergelijke maatregelen kunnen hebben op de lokalisatie van de ondernemingen en in bijkomende mate op de spaargelden.

Wat de werkloosheidsvallen betreft, heeft de regering in de voorbije jaren diverse maatregelen genomen om werken aantrekkelijk te maken voor wie zich onderaan de loonladder bevindt: werkbonus, gerichte verhoging van de belastingvrije schijf. Dergelijke maatregelen bieden het voordeel zowel de werkzaamheidsgraad als de inkomensverdeling te verbeteren. Aangezien beide partijen ermee gebaat zijn, botsen ze dus niet op de spanning tussen groei en inkomensverdeling. De kwestie van de versterking van dergelijke maatregelen dient eveneens behandeld te worden in het kader van de vorming van de komende federale regering ofwel in de voorbereiding van de begroting voor 2012 door de huidige federale regering.

Zoals ook formateur Di Rupo in zijn nota schreef is er nu echt een probleem wat de verdeling van ontvangsten en uitgaven betreft. Op Europees vlak wordt een vrijstelling van bedrijfsvoorheffing, bijvoorbeeld, gezien als een primaire uitgave. Dat is een mogelijke definitie, maar zo een vrijstelling kan ook worden gezien als een verhoging van de belasting. Zo is in de nota van de formateur in verband met de dienstencheques ook sprake van de afschaffing van de aftrek. Volgens de Europese redenering is het misschien wel correct dat dit een maatregel is langs de uitgavenzijde, maar voor de bevolking komt dit neer op een belastingverhoging.

In het kader van de staatssteun die de financiële sector tijdens de crisis kreeg, eiste de Europese Commissie dat de banksector zich ingrijpend zou herstructureren door herstructureringsplannen door te voeren. Bedoeling van deze herstructureringsplannen is de omvang van de banken en de door hen genomen risico's te verminderen. Algemeen eist de Europese Commissie dat de Belgische groepen die staatssteun kregen veel minder risico's nemen in niet-kernactiviteiten en op de zogenaamde 'non-core markets'.

Het herstructureringsproces voor de banksector gaat door in België. Onlangs gaf de Nationale Bank van België in het *Financial Stability Review* aan dat er vooruitgang werd geboekt in de herstructureringsprogramma's voor de Belgische banken, wat het risicoprofiel en de afhankelijkheid van de interbancaire markt op korte termijn verkleinde en de solvabiliteit versterkte.

Uit de stijging van de Tier 1-ratio van 13,2% naar 15,5% blijkt dat deze positieversterking het gevolg is van enerzijds de zwakke winstdelingsratio, die in 2010 op 5,6 miljard uitkwam na een verlies van 1,2 miljard in 2009, en van anderzijds het proces van *deleveraging* en de daarmee gepaard gaande risicovermindering. De balansomvang van de Belgische banken daalde zo met 40% sinds 2007. Ook de vermindering van provisies op de nieuwe leningen, in een

mise en œuvre du modèle bipolaire dit « Twin Peaks » le 1^{er} avril 2011. Par ce modèle, le contrôle microprudentiel et systémique ainsi que le contrôle macroprudentiel sont confiés à la Banque alors que la supervision du respect des règles de conduite que doivent suivre les intermédiaires financiers pour assurer un traitement loyal, équitable et professionnel de leurs clients est confiée à l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) qui succède à la CBFA.

Au niveau de la régulation, différentes mesures ont été prises les derniers mois, notamment en matière rémunération et de liquidité.

D'importantes mesures ont également été prises au niveau international. L'avancée la plus importante concerne l'accord intervenu en septembre 2010 au Comité de Bâle et adoptée au sommet de Séoul des 11 et 12 novembre 2010 en ce qui concerne les nouvelles normes sur le contrôle bancaire en matière de solvabilité et de liquidité, dites normes de Bâle II. Ces dernières visent notamment à améliorer la qualité des fonds propres ainsi que d'harmoniser leur définition.

Au niveau européen, de nombreuses mesures ont également été prises, en conformité notamment avec les conclusions des sommets successifs du G20. La plus fondamentale concerne notamment la réforme globale de la supervision européenne, sous la présidence de la Belgique, qui prévoit depuis le 1^{er} janvier 2011, la mise en œuvre d'une part, du Comité européen des risques systémiques et, d'autre part, du Système européen de surveillance financière composé d'un réseau d'autorités nationales de surveillance financière travaillant en coordination avec les nouvelles autorités européennes de surveillance.

De nombreuses mesures ont donc été prises et la restructuration du secteur bancaire belge se poursuit. Les tensions sur les marchés restent néanmoins présentes, surtout en Europe avec le développement de la crise. Il importe dès lors que les autorités tant publiques que prudentielles restent vigilantes et prennent toutes les mesures nécessaires en vue de sauvegarder la stabilité financière.

Dans cette perspective, certaines institutions financières ont décidé récemment, à la demande de la BNB, d'accélérer le processus de restructuration et ainsi d'être en avance sur les exigences imposées par la Commission européenne. C'est le cas de la KBC et de Dexia. Les résultats du stress test auquel les banques ont été soumises seront publiés vendredi. Ils nous donneront une idée de la solvabilité, de la liquidité et de la capacité des banques à exercer leurs activités sur le marché.

Le testament financier, aussi connu sous le nom de living wills, est un outil important dont le but est d'éviter de revivre des crises financières telles que celles que nous avons connues en 2008. Son objectif est d'évaluer préventivement une série de solutions afin d'offrir une plus grande palette d'options permettant de gérer une crise. Il est composé de deux volets, le premier – le plan de relance – dans lequel l'institution financière dresse un inventaire des mesures qu'elle pourrait prendre dans le cas où elle serait confrontée à un choc de liquidité ou de solvabilité important. Ces mesures excluent toute intervention publique. Le second – le plan de résolution – dans lequel les autorités évaluent la mesure dans laquelle cette institution pourrait être liquidée –

perspectiefrijke economische context, droeg bij tot een versterking van de solvabele en rendabele positie.

Parallel met deze herstructureringsplannen werden onlangs tal van wetgevende maatregelen genomen om de financiële stabiliteit te vergroten en de risico's van de financiële instellingen te verminderen.

Zo werd in België op 1 april 2011 een diepgaande hervorming goedgekeurd, met de uitvoering van het zogenaamde bipolaire 'Twin-Peaksmodel'. Via dit model worden het microprudentieel en systemisch toezicht en het macroprudentieel toezicht aan de bank toevertrouwd, terwijl het toezicht op de naleving van de gedragsregels die de financiële tussenpersonen moeten volgen om hun cliënten loyaal, rechtvaardig en professioneel te behandelen, wordt toevertrouwd aan de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, FSMA, de opvolger van de CBFA.

De voorbije maanden zijn verschillende regulerende maatregelen genomen, vooral op het vlak van bezoldiging en liquiditeit.

Ook op internationaal vlak zijn er belangrijke maatregelen getroffen. De belangrijkste vooruitgang is het akkoord dat in september 2010 in het Bazilcomité werd bereikt, dat op de top van Seoel van 11 en 12 november 2010 werd goedgekeurd en dat betrekking heeft op de nieuwe normen voor het banktoezicht op de solvabiliteit en liquiditeit, de zogenaamde Bazil II-normen. Bedoeling van deze normen is de kwaliteit van het eigen vermogen te verbeteren en de definitie ervan te harmoniseren.

Europa nam ook tal van maatregelen, conform de conclusies van de opeenvolgende toppen van de G20. De belangrijkste – onder het Belgisch voorzitterschap – ging over de globale hervorming van het Europees toezicht. Daarbij werd de start gepland van enerzijds het Europees Comité voor systeemrisico's en anderzijds het Europees Stelsel voor Financieel Toezicht bestaande uit een netwerk van nationale autoriteiten voor financieel toezicht die samenwerken in samenspraak met de nieuwe Europese toezichthoudende autoriteiten.

Er werden dus veel maatregelen genomen en de Belgische banksector gaat door met zijn herstructurering. De spanningen op de markten blijven, vooral met het uitbreken van de crisis in Europa. Het is dus van belang dat zowel de openbare als prudentiële autoriteiten waakzaam blijven en alle nodige maatregelen nemen om de financiële stabiliteit te vrijwaren.

Vanuit dit oogpunt hebben bepaalde financiële instellingen onlangs op vraag van de NBB beslist om het herstructureringsproces te versnellen en zo een voorsprong te nemen op de eisen die de Europese Commissie oplegt. Dat was het geval met KBC en Dexia. Vrijdag worden de resultaten gepubliceerd van de stresstest waaraan de banken werden onderworpen. Deze nieuwe stresstest zal ons een idee geven van de solvabiliteit, liquiditeit en capaciteit van de banken om op de markt te werken.

Het financieel testament, ook bekend onder de naam 'living wills', is een belangrijk instrument dat tot doel heeft financiële crisissen zoals die in 2008 te voorkomen. De bedoeling is preventief een reeks oplossingen te evalueren zodat we een zo groot mogelijk scala aan opties hebben om

ou la crise résolue – en limitant le plus possible l'intervention publique et les répercussions systémiques.

En Belgique, cet objectif pourrait être atteint en recourant, par exemple, à la loi du 2 juin 2010 visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier.

Le Conseil de l'Union européenne, dans ses conclusions du 18 mai 2010, a demandé que soient créés, pour la mi-2011, des groupes transfrontaliers de stabilité (GTS) (cross-border stability groups). Ces groupes, spécifiques pour chaque institution, réunissent à la fois des représentants des autorités de supervision, des banques centrales et des ministères des Finances de chacun des pays dans lesquels une institution jouit d'une présence importante. Le Conseil demande aux GTS de coordonner les travaux relatifs aux plans de relance et de résolution.

En conformité avec les engagements pris au Conseil, la Belgique a organisé, au cours de la première partie de l'année, les premières réunions des GTS pour les groupes dont elle est le pays d'origine, à savoir la KBC et Dexia. De même, elle a participé aux réunions de ces groupes pour les institutions majeures dont elle est le pays d'accueil. Sous l'impulsion de ces groupes, il a été décidé en Belgique de lancer les travaux relatifs aux plans de relance et de résolution.

Il est vrai qu'il n'existe à ce jour pas de cadre légal relatif à ces plans. Toutefois, la Commission européenne travaille actuellement à un proposition de directive relative au cadre européen pour la relance et la résolution d'institutions financières. À cet effet, elle a lancé une consultation technique en janvier 2011 afin d'évaluer différentes options pour la mise en œuvre d'un cadre légal relatif au testament financier. La proposition de directive est attendue pour la fin de cet été. La Belgique soutient pleinement les travaux en cours actuellement au niveau européen et inscrit sa démarche dans leur prolongement. Nous tentons ainsi de concrétiser les nouvelles initiatives.

Enfin, nous préparons également le budget de 2012 en veillant à rétablir l'équilibre budgétaire en 2015 et peut-être même déjà en 2014 et en étant attentifs à la pression fiscale. Personnellement, je préconise un allègement de la pression fiscale sur les revenus du travail, surtout sur les bas et moyens salaires, doublé éventuellement d'un transfert de charges vers d'autres sources, comme un green tax shift. Nous pouvons peut-être déjà prendre une initiative en ce sens pour le budget de 2012.

M. Peter Van Rompuy (CD&V). – *Je déplore que le ministre ne nous apprenne rien que nous ne sachions déjà, notamment qu'il est favorable à une réduction de la pression fiscale sur le travail.*

J'espère donc que le ministre nous indiquera prochainement de quelle manière il entend réagir aux recommandations de la

een crisis te beheersen. Het financieel testament bestaat uit twee delen. In het eerste deel, het herstelplan, maakt de financiële instelling een inventaris op van de maatregelen die ze kan nemen als ze met een grote liquiditeits- of solvabiliteitschok wordt geconfronteerd. Voor dat plan zijn overheidsinterventies uitgesloten. In het tweede deel, het afwikkelingsplan, evalueren de autoriteiten de mate waarin de instelling kan worden vereffend of de crisis kan worden afgewikkeld. Daarbij worden overheidsinterventies en de systemische impact tot een minimum beperkt.

In België kan dit doel bereikt worden door bijvoorbeeld een beroep te doen op de wet van juni 2010 tot uitbreiding van de herstelmaatregelen voor de ondernemingen uit de bank- en financiële sector.

In zijn conclusies van 18 mei 2010 vroeg de Raad van de Europese Unie om tegen midden mei 2011 *cross-border stability groups* of grensoverschrijdende stabiliteitsgroepen op te richten. Die CBSG's, die specifiek voor elke instelling opgericht worden, verenigen vertegenwoordigers van de toezichhoudende autoriteiten, centrale banken en ministeries van Financiën van alle landen waar een instelling in belangrijke mate aanwezig is. De Raad vraagt de CBSG's om de werkzaamheden met betrekking tot de herstel- en afwikkelingsplannen te coördineren.

Conform de verbintenissen die in de Raad aangegaan zijn, organiseerde België in de eerste helft van dit jaar de eerste vergaderingen van de CBSG's voor de groepen waarvan België het land van herkomst is, met name voor KBC en Dexia. Daarnaast nam ons land deel aan de vergaderingen van deze groepen voor de grote instellingen waarvan het gastland is. Op aangeven van die groepen werd in België besloten om de werkzaamheden met betrekking tot de herstel- en afwikkelingsplannen op te starten.

Het klopt dat er tot nu toe geen wettelijk kader voor die plannen is, maar de Europese Commissie werkt aan een voorstel van richtlijn aangaande het Europees kader voor het herstel en de afwikkeling van financiële instellingen. Hiertoe startte ze in januari 2011 een technisch overleg op om verschillende opties te evalueren voor de uitvoering van een wettelijk kader voor het financieel testament. Het voorstel van richtlijn wordt eind deze zomer verwacht. België geeft zijn volledige steun aan de werkzaamheden die momenteel op Europees niveau aan de gang zijn en vraagt om ze te verlengen. Op die manier proberen we een correcte invulling te geven aan nieuwe initiatieven.

Ten slotte werken we ook aan de voorbereiding van de begroting 2012 met aandacht voor een begrotingsevenwicht in 2015, misschien al in 2014, en met aandacht voor de fiscale druk waarbij ik persoonlijk pleit voor een vermindering van de fiscale druk op arbeid, vooral op de lage en de gemiddelde lonen, met daarbij mogelijk een transfer van lasten naar andere bronnen, zoals een *green tax shift*. Misschien kunnen we al voor de begroting 2012 een initiatief in die zin nemen.

De heer Peter Van Rompuy (CD&V). – Ik betreur dat de minister alleen maar dingen heeft verteld die we allemaal al weten, zo ook dat hij voorstander is van een vermindering van de belastingdruk op arbeid.

Ik hoop dan ook dat de minister toch binnenkort zal aangeven hoe hij wil reageren op de aanbevelingen van de Europese

Commission européenne. Il plaide en effet pour un gouvernement doté d'un programme limité, pouvant prendre des mesures à court terme et il sait mieux que quiconque que les ministres des Finances sont devenus plus importants que jamais.

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «les contrôles de la taxe sur la valeur ajoutée» (n° 5-1114)

Demande d'explications de Mme Lieve Maes au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «le sous-effectif des services de la taxe sur la valeur ajoutée» (n° 5-1115)

M. le président. – Je vous propose de joindre ces demandes d'explications. (*Assentiment*)

Mme Lieve Maes (N-VA). – *Il s'agit, à l'origine, de questions écrites concernant les services classiques et les centres de contrôle de l'administration de la TVA.*

Des doléances relatives au sous-effectif des services de la TVA continuent à arriver à nos oreilles. Nous soupçonnons par conséquent une insuffisance du contrôle. Je souhaiterais dès lors une réponse aux questions suivantes concernant les services classiques.

Entre 2007 et 2010, à combien de contrôles de gestion a-t-on procédé par année et par région ? Combien de ceux-ci ont-ils été exécutés à l'occasion d'un remboursement au contribuable ?

Entre 2007 et 2010, à combien de mises en ordre a-t-on procédé par année et par région ?

Combien de fonctionnaires y étaient-ils affectés, également par année et par région ?

Comment se présente la pyramide des âges de ces agents ?

Quels effectifs le plan de personnel prévoit-il pour ces contrôles ? Je souhaiterais une ventilation régionale, pour chaque année.

Combien de fonctions des services classiques étaient-elles vacantes ?

Quelle est la durée moyenne de la formation d'un fonctionnaire ?

À quelle fréquence un contrôle de cessation se solde-t-il au bénéfice du contribuable ?

À quelle fréquence des intérêts pour remboursement tardif sont-ils dus et à combien s'élèvent-ils, ventilés par région et par année, entre 2007 et 2010 ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles. – *Il est exact que l'administration générale de la fiscalité, dont les services*

Commissie, vooral nu hij zelf pleit voor een regering met een beperkt programma om op korte termijn maatregelen te kunnen nemen, en ook omdat hij beter dan wie ook weet dat ministers van Financiën belangrijker dan ooit zijn geworden.

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de controles op de belasting over de toegevoegde waarde» (nr. 5-1114)

Vraag om uitleg van mevrouw Lieve Maes aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de onderbemanning van de diensten van de belasting over de toegevoegde waarde» (nr. 5-1115)

De voorzitter. – Ik stel voor deze vragen om uitleg samen te voegen. (*Instemming*)

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Mijn twee vragen zijn omzettingen van schriftelijke vragen. Ze hebben betrekking op twee onderdelen van de btw, de klassieke diensten en de controlecentra.

Nog steeds komen ons klachten ter ore uit de administratie dat de diensten van de btw onderbemand zijn. Vermoed wordt dan ook dat er onvoldoende controle is. Daarom had ik graag antwoord gekregen op mijn vragen over de klassieke diensten.

Hoeveel beheerscontroles werden er uitgevoerd per jaar, per gewest voor de jaren van 2007 tot 2010? Hoeveel van deze controles werden uitgevoerd naar aanleiding van een teruggave aan de belastingplichtige?

Hoeveel inordestellingen werden er uitgevoerd per jaar en per gewest voor dezelfde jaren?

Hoeveel ambtenaren waren hiervoor beschikbaar, eveneens opgesplitst per jaar en per gewest?

Hoe ziet de leeftijds piramide er uit voor deze personeelsleden?

In hoeveel effectieven voorziet het personeelsplan voor deze controles? Graag kreeg ik deze gegevens opgesplitst per jaar en per gewest.

Hoeveel openstaande posten zijn er in de klassieke diensten?

Wat is de gemiddelde opleidingsperiode voor een ambtenaar?

Hoe vaak is er een tegoed voor de belastingplichtige bij de controles op stopzettingen?

Hoe vaak worden er interesten betaald wegens laattijdige terugbetaling en hoe hoog lopen die bedragen op, opgesplitst per jaar en per gewest voor de jaren van 2007 tot 2010?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen. – Het is juist dat de Algemene administratie van de fiscaliteit, waarvan de

TVA classiques et les centres de contrôle font partie, sont, comme de nombreuses autres administrations fédérales, confrontées au vieillissement des effectifs et qu'un nombre croissant de collaborateurs atteignent l'âge de la pension.

Les effectifs des services TVA sont fortement affectés par ce phénomène, qui a indiscutablement un impact sur le nombre de contrôles et de vérifications réalisés par les services de taxation. Depuis plusieurs années, l'Administration générale de la fiscalité a pris des initiatives pour compenser la diminution des effectifs par une adaptation des méthodes de travail et une sélection plus efficace des dossiers à contrôler.

Des programmes relatifs à une sélection centralisée des dossiers – Datamining, Mercurius – et des contrôles ciblés ont été introduits sur la base du principe de la gestion du risque. L'intérêt des techniques de sélection est double : utiliser le mieux possible les effectifs disponibles en visant les contribuables à haut risque et assurer une sélection basée sur des critères uniformes pour l'ensemble du territoire national.

Le recours aux programmes de sélection centralisée a un effet direct sur la hausse du nombre de contrôles productifs et sur l'augmentation de la TVA réclamée par rapport au nombre de contribuables contrôlés. Ces éléments ont été soulignés durant la conférence de presse du 28 juin 2011 du secrétaire d'État Bernard Clerfayt. Je vous en ferai parvenir une copie.

Ces questions ont déjà été posées par écrit le 25 février dernier. La réponse aux demandes très détaillées requiert un important travail de coordination, irréalisable dans le délai imparti sans menacer les missions essentielles de l'administration. L'Administration générale de la fiscalité s'engage à répondre aux questions posées. Dès qu'elles seront disponibles, je vous transmettrai directement les informations nécessaires. Le contrôle est ma priorité, et non l'établissement de statistiques.

Mme Lieve Maes (N-VA). – *Je me réjouis que le ministre ait déjà pris des mesures et qu'il utilise l'effectif disponible le plus efficacement possible. Cependant, chaque système a ses limites. De nouvelles mesures seront donc nécessaires pour continuer à compléter les services.*

Je n'ai pas reçu de réponse concernant la durée de la formation d'un contrôleur.

M. Didier Reynders, *vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.* – *La formation n'est pas le seul élément important. Un contrôleur doit se recycler en permanence et engranger de l'expérience. Je me renseignerai toutefois concernant la durée précise de la formation.*

Mme Lieve Maes (N-VA). – *Je présume que la réponse à ma deuxième question, concernant les centres de contrôle, va dans le même sens. Je suis toutefois surprise qu'il faille autant de temps pour réunir ces informations.*

M. Didier Reynders, *vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.* – *Je suis ministre des Finances depuis douze ans. Je constate que le SPF*

klassieke btw-diensten en de controlecentra deel uitmaken, zoals veel andere federale administraties geconfronteerd wordt met een vergrijzing van de effectieven en dat steeds meer medewerkers de pensioenleeftijd bereiken.

De effectieven van de btw-diensten worden sterk getroffen door dit fenomeen, dat onbetwistbaar een impact heeft op het aantal controles en verificaties uitgevoerd door de taxatiediensten. Sedert meerdere jaren heeft de Algemene administratie van de fiscaliteit initiatieven genomen om de vermindering van effectieven te compenseren door een aanpassing van de werkmethoden en een efficiëntere selectie van de te controleren dossiers.

Programma's voor gecentraliseerde selectie – Datamining, Mercurius – en gerichte controles werden ingevoerd op basis van het principe van risicobeheer. Het belang van de selectietechnieken is dubbel: de beschikbare effectieven zo goed mogelijk benutten door de belastingplichtigen met een hoog risico te beogen en een selectie verzekeren die steunt op uniforme criteria voor het geheel van het nationaal territorium.

Het gebruik van de centrale selectieprogramma's heeft een rechtstreeks effect op de verhoging van het aantal productieve controles en op de toename van de nagevorderde btw ten opzichte van het aantal gecontroleerde belastingplichtigen. Deze elementen werden onderstreept tijdens de persconferentie van staatssecretaris Bernard Clerfayt op 28 juni 2011. Ik zal u een afschrift daarvan bezorgen.

De gestelde vragen werden reeds op 25 februari 2011 schriftelijk gesteld. De zeer gedetailleerde vragen per controle en over meerdere jaren vergen een uitgebreid coördinatiewerk dat niet binnen de opgelegde termijn realiseerbaar is zonder de kerntaken van de administratie in het gedrang te brengen. De Algemene administratie van de fiscaliteit engageert zich tot het beantwoorden van de gestelde vragen. Zodra de noodzakelijke inlichtingen verzameld zijn, zal ik ze rechtstreeks aan de senator bezorgen. Ik geef prioriteit aan de controle boven het opstellen van statistieken.

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – *Het verheugt mij dat de minister al maatregelen heeft genomen en dat hij zo efficiënt mogelijk de mensen inschakelt die nog wel ter beschikking zijn. Elk systeem heeft echter een ondergrens. Er zullen dus nieuwe maatregelen nodig zijn om de diensten te blijven bevolken.*

Ik heb geen antwoord gekregen over de termijn die vereist is om iemand op te leiden tot een efficiënt controleur.

De heer Didier Reynders, *vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen.* – *Niet alleen de opleiding zelf is van belang, want een controleur moet zich voortdurend blijven bijscholen en ervaring opdoen. Ik zal evenwel vragen hoelang de opleiding precies duurt.*

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – *Ik vermoed dat het antwoord op mijn tweede vraag, over de controlecentra, gelijklopend zal zijn. Het verbaast mij enigszins dat het zo lang duurt om die gegevens te verzamelen.*

De heer Didier Reynders, *vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen.* – *Ik ben nu al twaalf jaar minister van Financiën. Ik merk dat er bij*

Finances tient un nombre énorme de statistiques. Chaque année est établi un rapport général dont peuvent être extraits de nombreux détails. Face au nombre de questions à traiter, je dois faire un choix et je donne la priorité aux tâches relatives au contrôle. Dans notre pays, les statistiques à établir augmentent de plus en plus, de surcroît ventilées par région, par ville ou par commune. L'informatisation du département facilitera ce travail.

Mme Lieve Maes (N-VA). – *Je ne poserais pas de questions si j'étais convaincue que tout se déroule parfaitement et qu'aucun problème ne risque de surgir.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur «la mise à la disposition des données du SPF Finances dans le cadre de la simplification des procédures administratives et l'octroi automatique de certains droits» (n° 5-1149)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Au niveau de l'e-government, l'échange de données avec des sources authentiques, telles que le Registre national et la Banque carrefour des entreprises, joue un rôle crucial. La consultation éventuelle par des services publics des données en matière de revenus des citoyens qui sont stockées dans la banque de données du SPF Finances, contribue à un profond allègement de nombreux processus administratifs. Il y a déjà un échange de données entre le SPF Finances et la banque carrefour de la sécurité sociale.*

Les régions et communautés souhaitent pouvoir consulter ces données. Le gouvernement flamand a décidé, en février 2010, d'y donner suite. Une politique efficace en matière de pauvreté nécessite que les plus vulnérables de notre société reçoivent en priorité automatiquement ce à quoi ils ont droit, sans devoir se soumettre à des procédures de demande préalables souvent compliquées. C'est parfaitement possible étant donné que l'État belge dispose de toutes les données en la matière et qu'il est déjà en mesure d'octroyer automatiquement certains droits. Un tel automatisme signifie tout d'abord une solution pour les intéressés et permet ensuite un énorme gain d'efficacité pour le fonctionnement des pouvoirs publics.

Diverses administrations et la Cellule de coordination de l'e-government flamand, la CORVE, possèdent l'autorisation requise par la Commission de la protection de la vie privée. Pourtant, le développement de ces données fiscales par une consultation directe par le biais du SPF Finances ou par le biais du flux de données avec la banque carrefour de la sécurité sociale ne progresse manifestement pas comme prévu et souhaité.

Le ministre est-il d'accord sur la nécessité d'un meilleur transfert de données et d'un octroi automatique des droits ?

Un système performant d'échange d'informations ne contribuera-t-il pas fortement à lutter énergiquement contre

Financiën zeer veel statistieken worden bijgehouden. Elk jaar wordt een algemeen verslag opgemaakt, waaruit veel details kunnen worden gehaald. Ik krijg zeer veel vragen en ik moet dus een selectie maken. Ik geef prioriteit aan andere taken, vooral dan controletaken. Ik begrijp wel dat we steeds meer statistieken moeten bijhouden, in ons land bovendien onderverdeeld per gewest of per stad of gemeente.

Dankzij de informatisering van het departement zal het in de toekomst gemakkelijker worden om al die statistieken bij te werken.

Mevrouw Lieve Maes (N-VA). – Ik zou geen vragen stellen als ik ervan overtuigd was dat alles zeer vlot verloopt en er geen problemen zouden kunnen ontstaan.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over «de ontsluiting van gegevens van de FOD Financiën in het kader van de vereenvoudiging van de administratieve procedures en de automatische toekenning van rechten» (nr. 5-1149)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – In het e-government speelt de gegevensuitwisseling met authentieke bronnen zoals het Rijksregister en de Kruispuntbank van de ondernemingen een cruciale rol. Ook de mogelijke consultatie door overheidsdiensten van de inkomensgegevens van de burgers die in de databank van de FOD Financiën worden opgeslagen, dragen bij tot een indringende verlichting van vele administratieve processen. Er is al een gegevensuitwisseling tussen FOD Financiën en de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Ook de gewesten en gemeenschappen zijn vragende partij om deze gegevens te consulteren. De Vlaamse regering besliste in februari 2010 om hier werk van te maken. Een doeltreffend armoedebeleid vereist dat met prioriteit de zwaksten in onze samenleving automatisch krijgen waar ze recht op hebben, zonder de verplichting vooraf meestal ingewikkelde en voor hen vaak al te moeilijke aanvraagprocedures te doorlopen. Dat is perfect mogelijk, aangezien de Belgische staat over alle gegevens ter zake beschikt en nu al in staat is bepaalde rechten automatisch toe te kennen. Een dergelijk automatisme betekent eerst en vooral een oplossing voor de betrokkenen. Daarnaast levert die aanpak ook een enorme efficiëntiewinst voor het functioneren van de overheid.

Verschillende administraties en de Vlaamse e-governmentdienst CORVE beschikken over de noodzakelijke machtiging van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Toch vordert de ontsluiting van die fiscale gegevens door een rechtstreekse raadpleging via de FOD Financiën of via de gegevensstroom met de Kruispuntbank van de sociale zekerheid blijkbaar niet zoals verwacht en verhoopt.

Is de minister het ermee eens dat er nood is aan een betere doorstroming van gegevens en aan de automatische toekenning van rechten?

Zal een performante informatie-uitwisseling niet sterk

la pauvreté et à augmenter l'efficacité de nos pouvoirs publics ?

Qu'en est-il du développement des données fiscales ? Le SPF Finances fera-t-il le nécessaire pour les mettre rapidement à disposition, directement ou indirectement ? Le ministre veut-il s'engager fermement à mettre rapidement et de manière adéquate ce réseau opérationnel en œuvre ?

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles. – *Le service public fédéral Finances souhaite collaborer au développement des données pour la CORVE, Cellule de coordination du gouvernement flamand. Ainsi, une réunion de concertation a eu lieu le 9 juin 2011 avec les représentants de la CORVE. Un inventaire y a été réalisé en ce qui concerne les aspects techniques et juridiques qui doivent être abordés en vue de mettre les données relatives aux revenus à la disposition des différents utilisateurs via la CORVE.*

Des accords ont été conclus sur les aspects techniques et juridiques des flux de données. Sur le plan juridique, la Commission de la protection de la vie privée exige que les utilisateurs finals de ces données qui seront mises à disposition par la CORVE, intégrateur de services, aient également une autorisation pour traiter les données du SPF Finances. Ces demandes d'autorisation seront établies par la CORVE.

Techniquement, il faut déterminer quels éléments de revenus – quels « codes » – doivent être communiqués aux divers utilisateurs finals par le biais de la CORVE. À cet effet, il a déjà été convenu que les techniciens définiront concrètement les éléments de revenus à intégrer dans les divers flux de données afin de mieux équilibrer l'offre et la demande. Il a également été convenu que le SPF Finances et la CORVE suivront l'exécution des accords.

Certains flux sont déjà opérationnels via le net par le biais de la banque carrefour de la sécurité sociale. Des informations peuvent également être fournies de cette façon à des organismes flamands tels que les CPAS. Par ailleurs, sans service web, il y a des échanges directs entre le SPF Finances et quelques instances flamandes : pour les bourses d'études, au départ de l'application TAXI, pour le Fonds du logement, au départ de l'application « Certificats », et pour la société flamande du logement social, au départ de l'application « Certificats ».

Le délai dépend des données concrètes et exigences techniques spécifiques. Il faut en outre tenir compte du fait que ces échanges doivent être bien préparés et organisés. Cela demande dès lors un certain temps et cela a un coût. Je me suis en tout cas fermement engagé à mettre en œuvre un échange correct d'informations.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je remercie le ministre de sa réponse. Il importe à présent d'agir rapidement, tant pour les citoyens que pour les services publics. Je retiens que le ministre prend un engagement important et s'il le veut vraiment, il obtiendra également d'importants résultats.*

bijdragen tot een slagkrachtige bestrijding van armoede en de efficiëntie van onze overheden verhogen?

Wat is de stand van zaken inzake de ontsluiting van de gegevens uit de belastingheffing? Zal de FOD Financiën al het nodige doen om die gegevens snel rechtstreeks of onrechtstreeks ter beschikking te stellen? Wil de minister zich fors engageren om die operationele netwerking snel en adequaat ten uitvoer te leggen?

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen. – Uiteraard wil de federale overheidsdienst Financiën meewerken aan de ontsluiting van de gegevens voor CORVE, de Coördinatiecél Vlaams e-government. Zo vond op 9 juni 2011 een overlegvergadering plaats met vertegenwoordigers van CORVE. Daar werd een inventaris opgemaakt van de juridische en technische aspecten die moeten worden aangepakt om de inkomensgegevens ter beschikking te stellen van de diverse gebruikers via CORVE.

Er werden schematisch afspraken gemaakt over de juridische en technische aspecten van de gegevensstroom. Op juridisch vlak eist de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dat de eindgebruikers van de gegevens die door de dienstenintegrator CORVE zullen worden bediend, eveneens een machtiging hebben om de gegevens van de FOD Financiën te verwerken. Die machtigingsaanvragen zullen door CORVE worden opgesteld.

Technisch moet worden vastgesteld welke inkomenselementen — welke 'codes' — moeten worden meegedeeld aan de diverse eindgebruikers via CORVE. Hiervoor werd reeds afgesproken dat de technici concreet zullen vastleggen welke inkomenselementen in de diverse gegevensstromen moeten worden opgenomen om het aanbod op de vraag af te stemmen. Er werd tevens afgesproken dat de FOD Financiën en CORVE de uitvoering van de afspraken zullen opvolgen.

Er zijn via webservice al verschillende stromen in gebruik via de Kruispuntbank van de sociale zekerheid. Uiteraard kan ook via die weg informatie aan Vlaamse instellingen zoals OCMW's worden geleverd. Daarnaast zijn er, zonder webservice, ook rechtstreekse uitwisselingen tussen de FOD Financiën en enkele Vlaamse instanties: voor de studietoelagen vanuit de toepassing TAXI, voor het woningfonds vanuit de toepassing Getuigschriften en voor de Vlaamse Maatschappij sociale woningen vanuit de toepassing Getuigschriften.

Het tijdspad hangt af van de concrete gegevens en de specifieke technische vereisten. Daarbij moet ermee rekening worden gehouden dat dergelijke uitwisselingen goed moeten worden voorbereid en georganiseerd. Dat vraagt soms dan ook enige tijd en heeft een kostprijs. Ik ben alleszins een fors engagement aangegaan om werk te maken van een correcte uitwisseling van informatie.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Ik dank de minister voor het antwoord. Zowel voor de burgers als voor de overheidsdiensten is het belangrijk dat het nu snel gaat. Ik onthoud dat de minister een fors engagement aangaat; als hij dat echt wil, zal hij ook forse resultaten halen. Ik reken er dan

J'espère que cela ne durera plus des mois.

M. le président. – *Je sais parfaitement que je m'écarte de la procédure mais j'aimerais savoir s'il s'agit effectivement d'une période de quelques mois.*

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles. – *En ce qui concerne l'approche globale, c'est le cas étant donné l'intégration de divers éléments. Si c'est possible, cela ira plus vite, surtout si cela concerne des informations précises comme celles portant sur les revenus.*

Les informations que j'ai communiquées sont des accords qui ont été conclus lors d'une première réunion. Je pourrai peut-être communiquer davantage de détails après une prochaine réunion.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Les aspects concernant la Commission de la protection de la vie privée sont selon moi résolus.*

M. Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles. – *C'est réglé. Le problème ne s'est pas produit à la CORVE mais chez les utilisateurs finals. Il importe que la CORVE puisse identifier les utilisateurs finals.*

Le SPF Finances n'y veille pas. En accord avec l'autorité flamande, la CORVE assurera la communication des données. L'intégrateur doit assurer le transfert technique des informations vers les utilisateurs finals.

Je vous assure toutefois que nous mettons tout en œuvre pour travailler aussi rapidement que possible.

(La séance, suspendue à 17 h 15, est reprise à 17 h 30.)

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État à la Mobilité sur «l'application du Code de la route aux vélos de transport et aux vélos à remorque» (n° 5-1013)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Ces dernières années, le nombre de vélos de transport et de vélos à remorque, surtout pour le transport de jeunes enfants, a augmenté de manière spectaculaire, en particulier dans les zones urbanisées, où le trafic routier devient quasiment impossible. Pour les jeunes parents, cela représente parfois un mode de transport irremplaçable pour conduire leurs enfants à l'école, à la garderie ou à une activité de loisir. Les vélos de transport et vélos à remorque sont quasi toujours plus larges que les vélos et empêchent de ce fait le passage de vélos plus rapides sur les pistes cyclables ou de vélos venant en sens inverse. Cet effet pervers est préoccupant.*

Le secrétaire d'État reconnaît-il la valeur et l'intérêt des vélos de transport et vélos à remorque, surtout utilisés pour transporter de jeunes enfants et faciliter la mobilité, tout en respectant l'environnement et la population ?

Comment analyse-t-il les effets pervers pour les autres cyclistes ?

ook op dat dit geen maanden meer zal duren.

De voorzitter. – Ik weet wel dat ik afwijk van de voorgeschreven procedure, maar ik zou graag vernemen of het inderdaad over een periode van enkele maanden gaat.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen. – Wat de algemene aanpak betreft, is dat zo, gelet op de integratie van allerlei elementen. Als het mogelijk is, kan het sneller, zeker als het precieze informatie betreft, zoals inkomenselementen.

De door mij meegedeelde gegevens zijn afspraken die op een eerste vergadering gemaakt zijn. Na een volgende vergadering kan ik allicht meer details verstrekken.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – De aspecten betreffende de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zijn volgens mij opgelost.

De heer Didier Reynders, vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen. – Dat is geregeld. Het probleem deed zich niet voor bij CORVE, maar eerder bij de eindgebruikers. Het is belangrijk dat CORVE de eindgebruikers kan herkennen.

De FOD Financiën staat daar niet voor in. In akkoord met de Vlaamse overheid zal CORVE wel instaan voor het doorstromen van de gegevens. De integrator moet instaan voor de technische doorstroming van de gegevens die naar de eindgebruiker gaan.

Ik verzeker echter dat we alles in het werk stellen om zo snel mogelijk te werken.

(De vergadering wordt geschorst om 17.15 uur. Ze wordt hervat om 17.30 uur.)

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «de toepassing van het verkeersreglement op bakfietsen en fietskarren» (nr. 5-1013)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Het jongste decennium nam het aantal bakfietsen en fietskarren, vooral voor het vervoer van jonge kinderen, spectaculair toe, vooral in verstedelijkte gebieden, waar autoverkeer nagenoeg onmogelijk wordt. Voor jonge ouders met meer dan één kind is het een soms onvervangbare transportmodus om hun kroost naar school, opvang of vrijetijdsactiviteit te brengen. Bakfietsen en fietskarren zijn nagenoeg altijd breder dan fietsen, waardoor ze in het bijzonder op fietspaden de doorgang voor snellere fietsen of voor tegenliggers belemmeren of bemoeilijken. Dat ongewenst neveneffect stemt ons tot nadenken.

Beaamt de staatssecretaris het belang en de waarde van de bakfietsen en fietskarren, vooral gebruikt voor het milieu- en mensvriendelijk vervoer van jonge kinderen en voor een vlotte mobiliteit?

Hoe analyseert hij de ongewenste neveneffecten voor andere fietsers?

Quelles solutions envisage-t-il ?

Comment évalue-t-il la possibilité d'autoriser les vélos de transport et vélos à remorque, à emprunter la chaussée dans des conditions spécifiques, par exemple dans les agglomérations, même s'il y a une piste cyclable ?

Quels arguments plaident-ils en ce sens selon le secrétaire d'État ?

Compte-t-il adapter le code de la route à cet égard ?

M. Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre. – *Il est exact que les vélos de transport et vélos à remorque sont de plus en plus nombreux dans les rues.*

Les vélos de transport et vélos à remorque disponibles dans le commerce ont au maximum un mètre de large. C'est conforme aux dispositions relatives au code de la route. Sur une piste cyclable d'une largeur suffisante, il n'y a normalement aucun problème.

Les vélos de transport sont en général des tricycles qui peuvent avoir plus d'un mètre de largeur. Cette catégorie de cyclistes peuvent dès lors rencontrer des obstacles ou constituer une gêne sur des pistes cyclables étroites.

Actuellement, le conducteur d'un vélo de transport à trois roues, d'une largeur inférieure à un mètre, peut choisir de rouler soit sur la chaussée soit sur la piste cyclable. Dans les agglomérations, ils ne peuvent emprunter que la chaussée, même s'il y a une piste cyclable.

Si le vélo de transport a une largeur supérieure à un mètre, il est tenu de rouler sur la chaussée pour éviter de constituer un obstacle pour les autres vélos circulant sur la piste cyclable.

Enfin, les vélos de transport de 50 à 70 cm de large maximum et les vélos à remorque d'un mètre de large maximum doivent rouler sur la piste cyclable, à moins qu'elle ne soit impraticable. Dans ce cas, ils peuvent également emprunter la chaussée ou la bande de stationnement.

Je pense que la réglementation actuelle est satisfaisante. Elle tient compte de la sécurité des cyclistes et de la protection des enfants véhiculés sur des vélos de transport ou vélos à remorque. L'augmentation de ces nouveaux modes de transport augmente cependant le besoin de disposer de pistes cyclables suffisamment larges.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *La réponse du secrétaire d'État était particulièrement éclairante. Le facteur déterminant étant un mètre, aucune adaptation de la réglementation n'est nécessaire. J'espère que c'est ainsi que cela sera communiqué.*

Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État à la Mobilité sur « la décision intervenue en matière d'assistance au sol à l'aéroport national » (n° 5-1089)

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Les médias ont récemment publié des articles sur l'attribution d'un nouveau contrat pour l'assistance au sol à l'aéroport national et les grèves qui en ont découlé. Après une large procédure, le dossier*

Welke oplossingen ziet hij?

Hoe evalueert hij de mogelijkheid om in specifieke omstandigheden, zoals bijvoorbeeld in de bebouwde kom, fietskarren en bakfietsen toe te laten op de rijweg, ook al is er een fietspad?

Welke argumenten pro ziet de staatssecretaris?

Is hij voornemens het verkeersreglement ter zake aan te passen?

De heer Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister. – Het klopt dat fietskarren en bakfietsen voor het vervoer van kinderen steeds vaker in het straatbeeld opduiken.

De in de handel verkrijgbare fietskarren en fietsaanhangwagentjes zijn maximaal één meter breed. Dat stemt overeen met de bepalingen van ons verkeersreglement. Op een voldoende breed fietspad rijst er normaal geen probleem.

Bakfietsen zijn over het algemeen driewielige rijwielen die breder kunnen zijn dan één meter. Die categorie van fietsers kunnen dus hinder ondervinden of veroorzaken op minder brede fietspaden.

Op dit ogenblik heeft de bestuurder van een bakfiets met drie wielen en minder breed dan één meter de keuze om ofwel op de rijweg, ofwel op het fietspad te rijden. In de bebouwde kom mogen ze nu al gebruik maken van de rijweg, ook al is er een fietspad.

Is de bakfiets breder dan één meter, dan moet hij verplicht op de rijweg rijden, om te voorkomen dat hij hinder veroorzaakt voor anderen die het fietspad gebruiken.

Tenslotte moeten bakfietsen van maximaal 50 tot 70 cm breed en fietsen met fietskarren van maximaal één meter breed op het fietspad rijden, tenzij het fietspad voor hen onberijdbaar zou zijn. In dat laatste geval mogen ze ook op de rijweg of op de parkeerstrook rijden.

Derhalve ben ik van oordeel dat de huidige regeling voldoende schenkt. Ze houdt rekening met de veiligheid van de fietsers en de bescherming van de kinderen die met bakfietsen of fietskarren worden vervoerd. De toename van die nieuwe vervoersmiddelen vergroot echter de nood aan voldoende brede fietspaden.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Het antwoord van de staatssecretaris was voor mij bijzonder verhelderend. De bepalende factor is één meter en er is dus duidelijk geen aanpassing van de reglementering nodig. Ik hoop dat dit ook zo bekend zal worden gemaakt.

Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over « het grondafhandelingsbesluit op de nationale luchthaven » (nr. 5-1089)

De heer Bert Anciaux (sp.a). – Onlangs publiceerden de media voluit over de toewijzing van een nieuw contract voor de grondafhandeling op onze nationale luchthaven en de stakingen waarmee dat gepaard ging. Na een uitgebreide

d'Aviapartner, actuellement un des exécutants de l'assistance au sol, est apparu moins solide que celui de Swissport. C'est pourquoi ce dernier a obtenu le contrat. L'annonce a causé l'émoi attendu, avec entre autres un mécontentement social compréhensible. Cependant, la déception a rapidement disparu lorsque Swissport s'est aussitôt engagé à prendre des mesures sociales acceptables.

Lorsque le secrétaire d'État a récemment été interrogé au Sénat par quelques collègues, il a signalé qu'il avait demandé à la direction de The Brussels Airport Company de postposer la signature de l'attribution. Il exprimait des doutes quant au déroulement correct de la procédure d'adjudication, l'aspect de la sécurité ne comptant que pour 5% dans l'évaluation de la qualité des offres, alors qu'à son sens, ce critère revêtait justement une importance capitale. En outre, le secrétaire d'État se posait également des questions concernant la faisabilité du business plan de Swissport. Selon ce plan, les activités s'effectueraient avec autant de personnel, mais la moitié du matériel. Le secrétaire d'État s'est également référé aux avoirs propres négatifs de la société belge de Swissport. TBAC a réagi par la voix de son président, comprenant mal la demande de report du secrétaire d'État. Elle serait traitée le 23 ou le 24 juin.

Pourquoi le secrétaire d'État a-t-il des doutes au sujet du déroulement de la procédure d'adjudication et de l'importance du critère de la sécurité ? Le secrétaire d'État n'était-il pas au courant du cahier des charges ? En effet, il dispose des instruments nécessaires pour suivre la stratégie de très près, certainement lorsqu'il s'agit de contrats d'une telle importance. Pourquoi le secrétaire d'État n'a-t-il pas plutôt utilisé ses compétences pour exprimer ses critiques, en imposant entre autres une modification de l'importance des critères ? Ou ne peut-il pas le faire ? Comment se fait-il que le secrétaire d'État n'ait pas exprimé plus tôt, durant la procédure d'évaluation et non après celle-ci, ses doutes sur les qualités et la solvabilité de Swissport ?

Le secrétaire d'État reconnaît-il qu'il est quelque peu étrange de remettre désespérément le processus en doute après les faits et le traitement de l'adjudication avec le mécontentement social qui s'ensuit, alors qu'il disposait de tous les instruments et compétences possibles pour intervenir plus tôt.

Selon le secrétaire d'État, comment le dossier sera-t-il traité ultérieurement de manière satisfaisante ? Peut-il garantir qu'à l'aéroport national, les voyageurs ne seront pas à nouveau confrontés à des actions sociales au moment où ils partiront en grand nombre en voyage ?

Je demande simplement des éclaircissements. S'il y a suffisamment d'arguments, je ne vois aucun inconvénient à ce que la procédure doive être recommencée. Je crains seulement de nouveaux mécontentements sociaux.

M. Etienne Schoupe, secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre. – *J'ai pris connaissance du jugement en référé du tribunal de commerce du 29 juin 2011, interdisant à The Brussels Airport Company de conclure une convention – sous n'importe quelle forme, condition ou modalité que ce soit – en exécution des décisions de son conseil d'administration du 8 juin 2011 pour la sélection des*

procedure bleek het dossier van Aviapartner, momenteel een van de uitvoerders van de grondafhandeling, minder sterk dan het aanbod van Swissport. Deze laatste kreeg dan ook de opdracht toegewezen. Het bericht veroorzaakte de nodige turbulenties, met onder meer begrijpelijke sociale onlusten. Het leed leek echter snel geleden, toen Swissport zich prompt engageerde tot aanvaardbare sociale maatregelen.

Toen de staatssecretaris onlangs hierover in de Senaat door eerbiedwaardige collega's werd ondervraagd, maakte hij bekend dat hij het bestuur van The Brussels Airport Company verzocht om de ondertekening van de toewijzing uit te stellen. Hij uitte twijfels over het correcte verloop van de gunningprocedure, waarbij het aspect veiligheid maar voor 5% in de weging van de kwaliteit van de offertes meetelde, terwijl volgens de staatssecretaris dit criterium juist van kapitaal belang was. Daarnaast had de staatssecretaris ook vragen bij de haalbaarheid van het businessplan van Swissport. Volgens dat plan zou de afhandeling gebeuren met weliswaar evenveel personeel, maar met de helft van het materiaal. De staatssecretaris verwees ook naar het negatief eigen vermogen van de Belgische vennootschap van Swissport. TBAC reageerde bij monde van de voorzitter weinig begrijpend op het verzoek tot uitstel van de staatssecretaris. Het zou op 23 of 24 juni worden behandeld.

Waarom heeft de staatssecretaris twijfels bij het verloop van de gunningprocedure en bij het gewicht van het criterium veiligheid? Was de staatssecretaris niet op de hoogte van het lastenboek? Hij beschikt toch over de nodige instrumenten om het beleid, zeker bij zulke belangrijke contracten, van zeer nabij te volgen. Waarom gebruikte de staatssecretaris zijn bevoegdheid niet eerder om zijn kritiek te uiten door onder andere een wijziging van de weging van de criteria op te leggen? Of kan hij dat niet? Hoe komt het dat de staatssecretaris niet vroeger, tijdens de beoordelingsprocedure en niet nadien, zijn twijfels over de kwaliteiten en solvabiliteit van Swissport bekend maakte?

Beaamt de staatssecretaris dat het enigszins vreemd lijkt om hopeloos na de feiten en de verwerking van de gunning met bijbehorende sociale onlusten het proces opnieuw in een twijfelzone te brengen, terwijl hij over alle mogelijke instrumenten en bevoegdheden beschikte om eerder in te grijpen?

Hoe zal volgens de staatssecretaris het dossier verder worden afgehandeld op een voldoeninggevende manier? Kan de staatssecretaris waarborgen dat de reizigers op onze nationale luchthaven niet opnieuw met sociale acties worden geconfronteerd op het moment dat ze in groten getale op reis zullen vertrekken?

Ik vraag gewoon wat verduidelijking. Mochten er voldoende argumenten zijn, dan heb ik er geen probleem als de procedure opnieuw moet worden overgedaan. Ik ben alleen bang voor nieuwe sociale onlusten.

De heer Etienne Schoupe, staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister. – Ik heb kennis genomen van de uitspraak in kortgeding van de rechtbank van koophandel van 29 juni 2011, waarbij aan The Brussels Airport Company het verbod wordt opgelegd over te gaan tot het sluiten van een overeenkomst – onder welke vorm, voorwaarde, modaliteit dan ook – in uitvoering van de

prestataires chargés de la tâche d'assistance au sol. En outre, il y est fait référence à l'assistance par un tiers dans des catégories limitées à l'aéroport de Bruxelles National, et ce avec un des participants ainsi sélectionnés pour une ou plusieurs parties de la tâche. The Brussels Airport Company se voit aussi interdire d'effectuer tout autre acte, en exécution des décisions de son conseil d'administration concernant la sélection des prestataires chargés de la mission d'assistance au sol à l'aéroport de Zaventem, qui porterait un grave préjudice aux intérêts de la SA Aviapartner Belgium, prestataire actuellement chargée du traitement au sol dans les catégories limitées, et ce jusqu'à ce que le juge du fond se soit prononcé sur l'action de ladite société et de Menzies Aviation quant au caractère légitime des décisions du 8 juin 2011.

Entre-temps, comme je l'avais demandé, le conseil d'administration de TBAC a décidé de réaliser un audit externe indépendant sur la procédure suivie. Les licences d'Aviapartner et de Flightcare se terminent le 1^{er} novembre 2011. Je ferai le nécessaire pour assurer, également après cette date, dans l'intérêt du personnel et du service aux voyageurs, la continuité du traitement des bagages à l'aéroport de Zaventem.

Étant donné les procédures judiciaires en cours et l'insécurité juridique qui s'ensuit, les négociations actuelles sur une vente de l'actionnariat de Macquarie et le fait que l'État belge a été assigné devant le tribunal de première instance siégeant en référé, il est extrêmement important de ne pas prendre de décisions hâtives dans ce dossier et de réaliser une étude approfondie. Dans ces conditions, je ne souhaite pas, pour le moment, m'exprimer de manière orientée quant au fond, compte tenu du fait que nous sommes nous-mêmes assignés.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Ma question date d'il y a un mois, longtemps avant qu'un jugement ait été rendu par le tribunal de commerce siégeant en référé. Ma question ne porte pas sur le jugement du tribunal. Je n'en ai rien dit, précisément parce que l'affaire judiciaire est toujours en cours. J'ai seulement demandé sur quels motifs la demande de suspension était basée. Je ne parlais donc pas de l'avenir, mais du passé. J'attendais une réponse à ce sujet.*

M. Etienne Schouppe, *secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre.* – *Depuis que les sociétés concernées par l'assistance au sol, tant celles qui sont sélectionnées que les autres, commencent à lancer chacune des procédures judiciaires et que j'ai constaté que d'importantes demandes de dommages et intérêts peuvent découler des plaintes, j'estime opportun de faire réaliser un audit approfondi avant de m'exprimer davantage. Dans l'intérêt de l'aéroport et celui de l'État en tant qu'actionnaire minoritaire, j'ai dit que, dans ce contexte, aucune décision ne pouvait être prise. Je me suis basé pour cela sur de simples éléments d'économie d'entreprise. De son côté, le tribunal a estimé qu'il y avait également des arguments juridiques en ce sens.*

En outre, étant donné que nous sommes également assignés,

beslissingen van de raad van bestuur van The Brussels Airport Company van 8 juni 2011 tot selectie van de dienstverleners voor de opdracht van grondafhandelingsdiensten. Daarbij wordt verwezen naar de derdenafhandeling in beperkte categorieën op de luchthaven van Brussel Nationaal met één van de aldus geselecteerde deelnemers voor één of meer van de voorziene delen van de opdracht. The Brussels Airport Company wordt ook het verbod opgelegd enige andere handeling te stellen in uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur van The Brussels Airport Company tot selectie van de dienstverleners voor de opdracht van de grondafhandelingsdiensten op de luchthaven van Zaventem die onherroepelijk schade toebrengt aan de belangen van Aviapartner Belgium nv, thans op de luchthaven actieve dienstverlener voor de grondafhandeling in de beperkte categorieën en dit tot de bodemrechter zich over de vordering van Aviapartner Belgium nv en Menzies Aviation over het rechtmatige karakter van de beslissingen van 8 juni 2011 heeft uitgesproken.

Ondertussen heeft de raad van bestuur van TBAC, zoals ik gevraagd had, beslist een externe onafhankelijke audit uit te voeren naar de gevolgde procedure. De licenties van Aviapartner en Flightcare lopen nog tot 1 november 2011. Ik zal doen wat nodig is om in het belang van het personeel en de dienstverlening aan de reizigers ook na die datum de voortzetting van de bagageafhandeling op de luchthaven van Zaventem te verzekeren.

Gezien evenwel de lopende gerechtelijke procedures en de eraan verbonden juridische onzekerheid, de lopende onderhandelingen over een verkoop van het aandeelhouderschap van Macquarie en het feit dat de Belgische staat gedagvaard werd voor de rechtbank van eerste aanleg in kortgeding, is het uitermate belangrijk om in dit dossier niet overhaast te beslissen en een grondig onderzoek te voeren. Onder die voorwaarden wens ik op dit moment hierover geen enkele oriënterende uitspraak ten gronde te doen, in acht genomen het feit dat we zelf gedagvaard zijn geworden.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *Mijn vraag dateert van een maand geleden, lang voor er een uitspraak was van de rechtbank van koophandel in kort geding. Mijn vraag gaat niet over de uitspraak van de rechtbank. Ik heb daar niets over gezegd, precies omdat de rechtszaak nog aan de gang is. Ik heb alleen gevraagd op welke motieven de schorsingsvraag gebaseerd is. Ik had het dus niet over de toekomst, maar over het verleden. Ik had daar een antwoord op verwacht.*

De heer Etienne Schouppe, *staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister.* – *Sinds de maatschappijen die bij de grondafhandeling betrokken zijn, zowel degene die niet geselecteerd zijn als de andere, elkaar met gerechtelijke procedures om de oren beginnen te slaan en sinds ik heb gezien dat uit de klachten belangrijke schadeclaims kunnen voortspruiten, vind ik het geraadzaam eerst een grondige audit te laten uitvoeren alvorens mij nog uit te spreken. In het belang van de luchthaven en in dat van de staat als minderheidsaandeelhouder heb ik gezegd dat er in die context geen beslissingen mogen worden genomen. Ik heb me daarvoor op de gewone bedrijfseconomische elementen gebaseerd. De rechtbank van haar kant heeft geoordeeld dat daar ook juridische argumenten voor bestaan.*

je dois faire preuve de la plus grande prudence et circonspection.

M. Bert Anciaux (sp.a). – *Je puis le comprendre. Voici quelques années, en tant que secrétaire d'État, j'ai été confronté en permanence à des procès pendant un certain temps et même des dizaines de procès simultanés dans un seul dossier. On me posait chaque semaine des dizaines de questions à ce sujet en commissions parlementaires. Si j'avais dit alors que je ne pouvais pas répondre, c'eût été la révolution !*

M. Etienne Schouppe, *secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre.* – *Il ne faut pas comparer des pommes et des poires, monsieur Anciaux. Vous savez très bien qu'à un moment donné des demandes de dommages et intérêts portant sur des centaines de millions d'euros planaient sur l'État belge.*

Demande d'explications de M. François Bellot au secrétaire d'État à la Mobilité sur «l'augmentation du nombre de cartes rouges au contrôle technique de véhicules» (n° 5-1162)

M. François Bellot (MR). – *Monsieur le secrétaire d'État, il ressort des chiffres que j'ai pu lire dans la presse que, depuis l'an dernier, davantage de voitures reçoivent une carte rouge avec une validité limitée à quinze jours lors de leur passage au contrôle technique et de moins en moins de voitures ne font l'objet d'aucune remarque.*

Selon le GOCA, 2 695 000 véhicules personnels ont été contrôlés en 2010, soit près de 50 000 de plus que l'année précédente. Le nombre de certificats délivrés sans aucune remarque est en baisse, passant de 918 000 en 2009 à 892 000 en 2010. Par contre, les autorisations de circulation limitées à trois mois décollent, passant de 32 000 à 38 500. Le plus inquiétant, me semble-t-il, est l'explosion des cartes rouges, avec validité limitée à quinze jours, qui progressent de 9,2%, pour toucher 611 000 véhicules ! Cette augmentation spectaculaire serait due au vieillissement du parc automobile de notre pays.

Monsieur le secrétaire d'État peut-il confirmer ces chiffres ? Quelles sont les raisons d'une telle progression de cartes rouges, avec validité limitée à quinze jours ? Des caractéristiques particulières des véhicules qui se dégradent ont-elles été relevées ou l'augmentation est-elle due à une plus grande sévérité des centres de contrôle ?

Cette situation n'est pas tenable pour notre sécurité routière, envisagez-vous des mesures afin de lutter contre l'apparente dégradation des caractéristiques techniques du parc automobile ?

M. Etienne Schouppe, *secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre.* – *Les chiffres cités par M. Bellot à propos du nombre de contrôles effectués et de leur répartition par type de certificats délivrés sont corrects.*

Le réglage des feux de croisement hors tolérance est le motif de refus de loin le plus important. À lui seul, ce motif représente 22,5% des manquements ayant donné lieu à une

Aangezien we intussen bovendien zelf gedagvaard zijn, moet ik de grootste omzichtigheid en voorzichtigheid aan de dag leggen.

De heer Bert Anciaux (sp.a). – *Ik kan dat begrijpen. Enkele jaren geleden werd ik als staatssecretaris een tijdlang voortdurend met processen geconfronteerd, in één dossier zelfs met tientallen processen tegelijk. Ik kreeg daarover in parlementaire commissies elke week tientallen vragen. Indien ik toen had gezegd dat ik niet kon antwoorden, dan zou het revolutie geweest zijn!*

De heer Etienne Schouppe, *staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister.* – *U moet geen appels met peren vergelijken, mijnheer Anciaux. U weet toch dat de Belgische staat op een bepaald ogenblik honderden miljoenen euro schadeclaims boven het hoofd hing?*

Vraag om uitleg van de heer François Bellot aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «de toename van het aantal rode kaarten bij de technische controle van voertuigen» (nr. 5-1162)

De heer François Bellot (MR). – *Uit de cijfers in de pers blijkt dat sinds vorig jaar meer voertuigen bij de technische keuring een rode kaart krijgen met een beperkte geldigheidsduur van vijftien dagen en dat voor steeds minder wagens geen enkele opmerking wordt gemaakt.*

Volgens GOCA werden in 2010 2 695 000 personenvoertuigen gekeurd, dat is ongeveer 50 000 meer dan het voorafgaande jaar. Het aantal keuringsbewijzen dat gegeven werd zonder enige opmerking is gedaald van 918 000 in 2009 tot 892 000 in 2010. Het aantal toelatingen voor het in het verkeer brengen voor een periode van drie maanden is fors gestegen: van 32 000 tot 38 500. Het meest onrustwekkend lijkt mij echter de enorme toename van de rode kaarten, met een beperkte geldigheid van vijftien dagen: een stijging met 9,2%, of 611 000 voertuigen! Die spectaculaire stijging zou te wijten zijn aan de veroudering van het wagenpark in ons land.

Kan de staatssecretaris deze cijfers bevestigen? Wat zijn de redenen van die stijging van het aantal rode kaarten, met een beperkte geldigheidsduur van vijftien dagen? Werden bijzondere kenmerken vastgesteld bij de afgekeurde voertuigen of is de stijging te wijten aan een strenger optreden in de keuringscentra?

Die toestand is niet houdbaar voor onze verkeersveiligheid. Bent u van plan maatregelen te nemen om de duidelijke achteruitgang van de technische kenmerken van het wagenpark te bestrijden?

De heer Etienne Schouppe, *staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister.* – *De cijfers die de heer Bellot citeert met betrekking tot het aantal uitgevoerde keuringen en de verdeling over het soort keuringsbewijzen, zijn correct.*

De afstelling van de koplichten buiten tolerantie is veruit de belangrijkste reden voor een afkeuring. Ze vertegenwoordigt

carte rouge avec une validité limitée à quinze jours. En 2010, le nombre de constatations de cette défectuosité a augmenté de presque 40% par rapport à 2009. Cette évolution est directement liée à une circulaire de service prescrivant un contrôle plus rigoureux du fonctionnement des feux de croisement à partir du 1^{er} février 2010. Lors des contrôles, les centres ont scrupuleusement respecté les consignes données par la circulaire. La modification intervenue a été mentionnée sur l'invitation adressée aux propriétaires devant se présenter au contrôle technique ; elle a été communiquée aux fédérations du secteur automobile, a été affichée dans toutes les stations de contrôle et généralement annoncée sur les écrans placés dans les salles d'attente des stations de contrôle technique.

Un quelconque vieillissement du parc automobile ne semble donc pas intervenir dans cette évolution du nombre de certificats délivrés. Il n'y a par conséquent pas de problème particulier pour la sécurité routière, au contraire. Le nombre croissant de cartes rouges montre qu'une vigilance accrue est accordée à la sécurité routière, notamment par le biais d'une surveillance plus stricte du réglage des feux de croisement. Ce manquement ne requérant qu'une seule intervention technique, les chiffres devraient progressivement revenir à la normale pour atteindre en 2011 un niveau proche des résultats de 2009.

M. François Bellot (MR). – Je remercie M. le secrétaire d'État pour sa réponse. Je remarque que depuis quelque temps, beaucoup moins de véhicules font des clins d'œil !

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État à la Mobilité sur «l'utilisation de plusieurs disques de stationnement» (n° 5-1167)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Récemment, nous avons appris que des chauffeurs inventifs contournaient le règlement de police et le code de la route en zone bleue à Beringen en utilisant plusieurs disques de stationnement. Afin de pouvoir stationner réglementairement pendant une plus longue période, ils apposaient de manière visible sur la face interne du pare-brise plusieurs disques affichant chacun une période différente.*

Ce comportement résulterait de la formulation des dispositions relatives au stationnement en zone bleue. L'article applicable dispose qu'un disque de stationnement et non pas un seul disque de stationnement doit être apposé... Cette formulation crée la confusion dans les administrations locales et parmi les contrôleurs de stationnement. Ils ont des doutes au sujet de la possibilité d'infliger dans de telles situations une amende ou une redevance étant donné qu'un disque de stationnement mentionnant un heure valable est visible.

Pour lutter contre ce comportement, les administrations locales adaptent leur règlement afin de préciser clairement qu'un seul disque de stationnement peut être disposé. Il me semble utile d'informer les administrations locales de la nécessité de lire l'ensemble de l'article 27 et de les inciter à s'interroger sur l'utilité de l'adaptation des règlements. Le code de la route me paraît clair sur ce point.

22,5% van de gebreken die aanleiding gegeven hebben tot een rode kaart met een beperkte geldigheidsduur van vijftien dagen. In 2010 is dat aantal vastgestelde gebreken met bijna 40% gestegen ten opzichte van 2009. Die evolutie is het rechtstreeks gevolg van een dienstbrief waarin een strengere controle van de werking van de koplichten werd voorgeschreven vanaf 1 februari 2010. De centra hebben bij de controles de richtlijnen van de dienstbrief nauwlettend gevolgd. De wijziging werd vermeld op de uitnodiging die naar de eigenaars werd gestuurd om zich aan te melden bij de technische keuring; ze werd meegedeeld aan de federaties van de automobielsector, ze werd aangeplakt in alle keuringsstations en aangekondigd op de schermen die zich in de wachzalen van de keuringsstations bevinden.

De veroudering van het wagenpark lijkt dus niet de oorzaak te zijn van deze evolutie van het aantal afgegeven keuringsbewijzen. Er is dan ook geen bijzonder probleem voor de verkeersveiligheid, integendeel. Het toenemend aantal rode kaarten wijst op een grotere waakzaamheid voor de verkeersveiligheid, vooral door een strikter toezicht op de afstelling van de koplichten. Aangezien dat gebrek slechts een technische interventie vergt, zouden de cijfers geleidelijk moeten dalen, om in 2011 een niveau te bereiken dat dicht aanleunt tegen de resultaten van 2009.

De heer François Bellot (MR). – *Ik dank de staatssecretaris voor zijn antwoord. Ik stel vast dat sedert enige tijd minder voertuigen defecte lichten hebben.*

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «het gebruik van meerdere parkeerschijven» (nr. 5-1167)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Onlangs verscheen het verhaal van de inventieve chauffeurs in Beringen, die het politiereglement en de wegcode in de blauwe zone omzeilden door het gebruik van verschillende parkeerschijven. Om een langere periode te kunnen parkeren, leggen de chauffeurs er verschillende parkeerschijven zichtbaar achter de voorruit, telkens met een andere periode, zodat ze over deze lange periode reglementair geparkeerd staan.

De mogelijkheid tot dit gedrag zou voortvloeien uit de formulering van de parkeervoorschriften in de blauwe zone. Het toepasselijke artikel bepaalt dat er 'een parkeerschijf' en niet 'één parkeerschijf' moet liggen. Deze formulering leidt tot verwarring bij lokale bestuurders en parkeerwachters. Ze twijfelen of in deze situaties een verkeersboete of retributie mag worden uitgeschreven, aangezien er een parkeerschijf met een geldig tijdstip achter de voorruit ligt.

Om dit gedrag tegen te gaan, passen de lokale besturen hun gemeentelijke reglementen aan om duidelijk te maken dat er maar één parkeerschijf achter de ruit mag worden gelegd. Het lijkt me nuttig de lokale besturen duidelijk te informeren over de wijze waarop artikel 27 in zijn geheel moet worden gelezen en de vraag of deze reglementen echt wel moeten worden aangepast. De wegcode lijkt me in deze duidelijk te zijn.

Hoe moet het volledige artikel 27 van het koninklijk besluit

Comment faut-il interpréter l'ensemble de l'article 27 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 ?

Quelle est la sanction pour l'utilisation de plusieurs disques de stationnement ?

Les administrations locales doivent-elle adapter leur règlement communal afin de limiter le nombre de disques de stationnement à un seul exemplaire ?

Le secrétaire d'État informera-t-il les administrations locales de son point de vue ?

M. Etienne Schouppe, secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre. – *L'article 27 du code de la route est suffisamment clair. Le conducteur doit placer la flèche du disque de stationnement sur le trait qui suit l'heure d'arrivée. De plus, il est interdit de faire apparaître des indications inexacts sur le disque. Le fait de disposer plusieurs disques constitue de toute manière une infraction à ces deux règles étant donné que seulement l'un d'entre eux peut indiquer l'heure exacte d'arrivée.*

La fraude au disque de stationnement est punie d'une perception immédiate de 50 euros ou d'une amende de 55 à 1 375 euros.

La fraude au disque de stationnement n'ayant pas été dépenalisée, conformément à l'article 29, paragraphe 2, alinéa 2, appartient donc uniquement à la police de veiller au respect des règles.

En cas de doute au sujet de l'application du code de la route, les services communaux et la police peuvent toujours prendre contact avec le service Réglementation de circulation du SPF Mobilité et Transports, qui fournira les éclaircissements nécessaires à son interprétation.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Je remercie le secrétaire d'État pour ces éclaircissements. J'ai bien noté que les services communaux peuvent obtenir des informations plus détaillées auprès du Service Réglementation de circulation.*

Demande d'explications de Mme Fabienne Winckel au secrétaire d'État à la Mobilité sur «la réhabilitation de la prime pour les installations au LPG agréées des véhicules» (n° 5-1171)

Mme Fabienne Winckel (PS). – *Aujourd'hui, le LPG est toujours un des carburants les plus respectueux de l'environnement. Ce serait en effet le carburant fossile le moins polluant. Ses émissions de particules semblent également limitées. Il est sans plomb, ses émissions de soufre sont infimes et il émet très peu de CO₂. Ces émissions seraient d'ailleurs 30% moins élevées que celles des moteurs à essence.*

En plus de ces aspects environnementaux importants, le LPG présente l'avantage pour le consommateur d'être beaucoup moins onéreux que les autres carburants. De plus, aucune alternative abordable n'existe encore sur le marché et de nombreuses pompes en sont déjà équipées.

En 1999, votre prédécesseur avait instauré un système de prime d'un montant de 508,18 euros pour inciter les citoyens

van 1 december 1975 worden geïnterpreteerd?

Wat is de sanctie voor het gebruik van verschillende parkeerschijven?

Moeten de lokale besturen hun gemeentelijke reglementen aanpassen met het oog op het beperken van het aantal parkeerschijven tot één exemplaar?

Zal de staatssecretaris de lokale besturen op de hoogte brengen van zijn zienswijze?

De heer Etienne Schouppe, staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister. – *Artikel 27 van het verkeersreglement is duidelijk genoeg. De bestuurder moet de pijl van de parkeerschijf op het streepje plaatsen dat volgt op het tijdstip van aankomst. Het is daarenboven verboden onjuiste aanduidingen op de schijf te laten verschijnen. Indien verschillende parkeerschijven worden geplaatst, worden deze twee regels sowieso overtreden, aangezien maar één parkeerschijf het correcte tijdstip van aankomst kan vermelden.*

Bedrog met de parkeerschijf wordt bestraft met een onmiddellijke inning van 50 euro of een boete van 55 tot 1375 euro.

Bedrog met de parkeerschijf is niet gedepenaliseerd, conform artikel 29, §2, tweede lid, waardoor het handhaven ervan alleen de politie toekomt.

Ingeval van twijfel over de toepassing van het verkeersreglement mogen de gemeentelijke diensten en de politie steeds contact opnemen met de dienst Verkeersreglementering van de FOD Mobiliteit en Vervoer, die deze interpretatie zal verduidelijken.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – *Ik dank de staatssecretaris voor dit verhelderend antwoord. Ik noteer dat de gemeentelijke diensten nadere informatie kunnen krijgen bij de dienst Verkeersreglementering.*

Vraag om uitleg van mevrouw Fabienne Winckel aan de staatssecretaris voor Mobiliteit over «het opnieuw invoeren van een premie voor erkende LPG-installaties voor voertuigen» (nr. 5-1171)

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – *LPG is nog altijd één van de milieuvriendelijkste brandstoffen. Het is wellicht de minst vervuilende fossiele brandstof. Er is weinig uitstoot van deeltjes. Autogas bevat geen lood, de zwavelemissie is gering en er is zeer weinig CO₂-uitstoot. De emissie zou 30% lager zijn dan bij benzinemotoren.*

Naast deze belangrijke milieuaspecten heeft LPG het voordeel voor de consument minder duur te zijn dan andere brandstoffen. Er is nog geen enkel redelijk alternatief op de markt en vele pompen zijn al uitgerust voor de levering van autogas.

In 1999 voerde uw voorganger een premie in van 508,18 euro om de burgers te stimuleren LPG te laten installeren door een officieel erkende installateur. De premie werd op 1 september 2003 geschrapt.

à faire installer, par un installateur agréé, un équipement LPG sur leur véhicule. Cette prime a été supprimée le 1^{er} septembre 2003.

Face à l'impératif d'amélioration de la qualité de notre environnement et à l'augmentation du prix des carburants qui grève le pouvoir d'achat de nos citoyens, ne pourrait-on rétablir une telle prime, même inférieure à celle prévue initialement, pour les véhicules de petite cylindrée de moins de cinq ans ? Dans la négative, quelle en est la raison ?

M. Etienne Schoupe, secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre. – Comme vient de l'indiquer Mme Winckel, le LPG est un des carburants fossiles les plus respectueux de l'environnement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai organisé, il y a deux ans, une campagne de promotion du LPG. Elle avait pour objectif d'attirer l'attention du grand public sur l'existence d'une alternative aux carburants traditionnels respectueuse de l'environnement et sur le fait que, le réseau de distribution étant assez large, ce carburant était disponible partout dans notre pays et même à l'étranger.

Je vous rappelle que la prime LPG avait été instaurée par le ministre de l'Environnement de l'époque. Entre-temps, le Conseil d'État a considéré que les réductions ou primes étaient une matière régionale. Seul le gouvernement fédéral peut donc prévoir une déductibilité fiscale. Cette dernière relève des compétences du ministre des Finances.

J'attire l'attention sur le fait que le gouvernement a jusqu'à présent opté pour une approche technologiquement neutre. Les automobilistes qui roulent au LPG ne doivent cependant pas payer de droits d'accises sur leur carburant. Ils jouissent également d'une réduction forfaitaire de 298 euros sur la taxe de mise en circulation. Ils doivent néanmoins payer un complément à la taxe de circulation. Ce complément résulte d'une obligation européenne prévue pour les États membres qui n'appliquent pas le droit d'accise minimal de 0,0804 euros. Le système pour lequel la Belgique a opté est donc favorable au consommateur.

Mme Fabienne Winckel (PS). – J'avais posé initialement cette question au ministre du Budget. Celui-ci m'a renvoyée au secrétaire d'État à la Mobilité que je remercie pour la clarté de sa réponse.

Ma question ne remettait nullement en cause l'absence d'accises sur le LPG ni le complément de taxe de circulation. Elle concernait uniquement cette prime étant donné que le gouvernement fédéral octroie toujours une prime pour le diesel.

Étant donné que l'Agence internationale de l'énergie vient d'annoncer que la demande mondiale de pétrole passera à 1,5 million de barils par jour l'année prochaine contre 1,2 million de barils cette année, il me semblait utile de revenir sur cette prime. Sa suppression en 2003 a fortement touché le secteur, notamment sur le plan de l'emploi.

Je suppose que ce n'est pas le bon moment, avec un gouvernement en affaires courantes, de parler de ce problème, mais nous devons le garder en mémoire.

(La séance est levée à 18 h 00.)

De kwaliteit van het milieu moet dringend naar omhoog. De hoge brandstofprijzen hebben een belangrijke impact op de koopkracht van de burgers. Kan een dergelijke premie, zelfs al is die kleiner dan oorspronkelijk, niet opnieuw worden ingevoerd voor voertuigen van minder dan vijf jaar met een kleine cilinderinhoud? Zo nee, waarom niet?

De heer Etienne Schoupe, staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister. – Zoals mevrouw Winckel zegt, is autogas één van de milieuvriendelijkste fossiele brandstoffen. Dat is trouwens de reden waarom ik twee jaar geleden een promotiecampagne voor LPG heb georganiseerd. Het doel was de aandacht van het grote publiek te vestigen op een alternatief voor traditionele brandstoffen met een zeer ruim distributienet. De brandstof is overal beschikbaar, in ons land en ook in het buitenland.

De premie voor LPG werd ingevoerd door de toenmalige minister van Milieu. Intussen heeft de Raad van State geoordeeld dat de verminderingen of premies gewestelijke bevoegdheid zijn. De federale regering kan dus alleen een fiscale aftrekbaarheid instellen. Dit hangt af van de minister van Financiën.

De regering heeft tot hertoe gekozen voor een technologisch neutrale benadering. Automobilisten die met autogas rijden, hoeven geen accijsrechten te betalen op hun brandstof. Ze krijgen een forfaitaire korting van 298 euro op de belasting op inverkeerstelling. Ze moeten evenwel een bijkomende verkeersbelasting betalen. Dit is een Europese verplichting voor lidstaten die geen minimaal accijsrecht van 0,0804 euro op brandstof heffen. Het Belgische systeem is dus gunstig voor de consument.

Mevrouw Fabienne Winckel (PS). – Ik heb deze vraag eerst aan de minister van Financiën gesteld. Die verwees me naar de staatssecretaris voor Mobiliteit, die ik nu dank voor zijn duidelijke antwoord.

Mijn vraag gaat helemaal niet over de heffing van accijnzen op LPG, noch over de bijkomende verkeersbelasting. Ze gaat alleen over de premie, vooral omdat de federale regering nog altijd een premie voor diesel toekent.

Volgens het Internationaal Energie Agentschap zal de wereldwijde vraag naar petroleum volgend jaar 1,5 miljoen vaten per dag bedragen, tegenover 1,2 miljoen vaten dit jaar. Het lijkt me dus nuttig die premie opnieuw in te voeren. De afschaffing ervan in 2003 heeft de sector sterk getroffen, vooral inzake werkgelegenheid.

Ik denk dat dit niet het gepaste moment is, met een regering in lopende zaken, om dit probleem aan te kaarten, maar we moeten het in gedachten houden.

(De vergadering wordt gesloten om 18.00 uur.)